

la gauche

#10

Belgie - Belgique
P.B.
1/9352
Afgiftekantoor Brussel 7

PRIX: 1,50 EURO
48^E ANNEE • FEVRIER 2005

Comprendre le monde pour le changer

Accord
interprofessionnel

Les patrons
rigolent

Le social
dégringole

éd. resp. David Dessers, Rue Plantin 20, 1070 Bruxelles

Débat
Autour du film "La Chute"

Solidarité avec les travailleurs d'AGC Automotive!



Photo: indymedia.be



Quel que soit notre milieu social et culturel, nous le constatons quotidiennement: la précarité professionnelle s'étale à vue d'œil, à vide porte-monnaie et à creuse-moral. Devant ce constat, une grosse poignée de personnes ayant vécu ou vivant la précarité professionnelle et ayant le désir de lutter contre cette dernière ont décidé, début décembre 2004, de créer une branche belge du réseau stop précarité né en France en 2003.

Précarité Le nouvel ESCLAVAGE

Quasiment tous les secteurs de la vente sont touchés par la précarité de l'emploi: privé, public, et même parfois les services! Ma bouffe rapidos au Mac Do, Quick et Pizza Hut, ton dernier CD, bouquin et autre disque dur à la Fnac, Virgin Mégastore ou Maxi livres et co., sa veste H&M, mes shoes Zara, ta discussion à la caisse du GB avec la caissière-student, leur ticket de ciné UGC, l'empoignade téléphonique que je viens d'avoir avec une employée de Call-center qui voulait juste ma date de naissance...

Les employés précaires sont partout. Loin d'être dérangeant pour eux et pour nous, c'est presque devenu une normalité. Boulots sous-payés, horaires flexibles, turn-over d'enfer, tâches répétitives, boulot inintéressant, pression au harcèlement moral, horaires et conditions d'hygiène non-conformes aux codes du droit du travail... mais aussi enchaînements de contrats courts sans embauche possible, déqualification obligatoire sous peine de perte de droits sociaux... Ces conditions précaires pèsent lourdement sur notre quotidien (professionnel, mais aussi privé) de travailleurs.

Constatant qu'il n'existait en Belgique aucun rassemblement de

travailleurs précaires pour lutter contre leurs conditions de travail et de paiement, des motivés ont créé Stop-précarité Belgique à l'image de l'organisation née un peu plus



tôt en France à l'initiative d'Abdel Mabrouki. Dans "Génération précaire", ce dernier raconte son parcours de militant par nécessité de vivre décemment et d'être respecté dans son travail: travailleur chez Pizza-Hut depuis 12 ans, délégué syndical CGT, il participe aux grèves des précaires de la vente à

Paris, de 2000 à 2002, pour améliorer les conditions de travail de ses camarades pizzahutiens et macdonaldiens et combat d'arrache-pied pour ne pas être licencié. C'est passionnant, ça se dévore comme un Big-Mac (l'indigestion en moins).

En s'inspirant des actions de Stop-Précarité France (demande d'aide des syndicats si possible, ouverture d'esprit, idées altermondialistes, création de cours du soir de droit du travail, une fois par mois, intervention sur le terrain et grandes grèves auto-organisées, avec de belles victoires...), le réseau belge a pour objectif d'encourager la prise de conscience par l'organisation militante et le soutien à la lutte des travailleurs précaires (avec ou sans emploi), pour notre droit légitime à un travail digne.

Le 17 mars, Stop-Précarité Belgique et le Beursschouwburg organisent une soirée d'information sur la précarité professionnelle (20h, rue A. Orts, 20 - 28, 1000 - Bruxelles). Conférences et débats précéderont la projection du film "On n'est pas de steaks hachés", de Anne Galland et Alima Arouali, retraçant le déroulement de la grève "historique" de 115 jours du restaurant Mcdonald's, Boulevard Saint-Denis, à Paris. ■



POUR RECEVOIR DES INFOS:
<http://lists.riseup.net/www/info/stop-precarite.belgique-news>

SITE DU RÉSEAU FRANÇAIS:
<http://www.stop-precarite.org>

Le projet d'accord interprofessionnel (AIP) laborieusement ne répond absolument pas aux attentes et à la volonté des 50.000 manifestant-e-s du 21 décembre dernier. Le patronat a parfaitement raison de le trouver "équilibré" et répondant "à certaines de leurs priorités". Ces priorités étaient claires: blocage salarial, réduction des charges et flexibilité accrue. Sur toutes ces questions, ils obtiennent gain de cause. Certes, les directions syndicales clament que le "pire a été évité" (les 40 heures, la remise en cause des pré-pensions, la fin du contrôle syndical sur les heures supplémentaires...). Mais comme nous l'avions souligné, le patronat exigeait le maximum - et au-delà - afin d'obtenir beaucoup. Et c'est bel et bien ce qui s'est passé. En échange, le monde du travail ne ramasse que quelques misérables miettes d'avancées sociales, qui plus est à charge du gouvernement et non des patrons. C'est sur la question des salaires et du pouvoir d'achat que le

sont fixés à partir des salaires des actifs... Si les directions syndicales insistent sur le caractère "indicatif" de la norme, comment croire que les négociations secteur par secteur feront mieux qu'au niveau national ?

Sur la question des réductions des charges, le patronat a été comblé avec les 240 millions d'euros proposés par le gouvernement. Une réduction à nouveau non conditionnée à la création d'emplois. Si une bien faible partie de cette somme servira à une augmentation (fort légère) des salaires les plus bas, une autre partie de ces réductions sera utilisée afin d'accroître la flexibilité en rendant les heures supplémentaires moins chères. Et c'est sur ce terrain également que le patronat peut crier victoire en évoquant "une percée significative". A travers l'extension du quota d'heures supplémentaires, qui passe de 65 à 130 heures, le patronat introduit "par la bande" une augmentation du temps

ACCORD interprofessionnel: 0/10

recul est le plus évident. Le piège de la Loi de 1996 sur la norme salariale s'est bel et bien refermé. Selon cette loi destinée à "la sauvegarde de la compétitivité", les augmentations salariales en Belgique ne peuvent dépasser la moyenne des augmentations allemandes, françaises et hollandaises. Or, la norme retenue dans le projet d'AIP pour 2005-2006 (4,5%) est la plus faible augmentation salariale enregistrée depuis 1996 ! Elle est, de plus, en deçà de la norme déjà insuffisante de 5,3% donnée par le Conseil central. Car pour la première fois également depuis 1996, le "dépassement" des salaires belges enregistré au cours des deux dernières années par rapport à leurs voisins (1,4%) à été en partie déduit (0,8%), à la grande satisfaction du patronat.

Sans compter l'indexation, l'augmentation réelle sera de moins de 2% ce qui, au regard de l'augmentation des prix et du coût de la vie, constitue purement et simplement le blocage salarial souhaité par les patrons et une perte de pouvoir d'achat importante pour les travailleurs. Et par conséquent pour tous les allocataires sociaux dont les revenus

de travail significative. De plus, pour la première tranche de 65 heures, l'obligation de les récupérer est abrogée. Quant au contrôle syndical des heures supplémentaires que les directions FGTB-CSC se targuent d'avoir préservé, en acceptant cette brèche pour plus de flexibilité, les syndicats se mettent eux-mêmes la corde autour du cou. Dans la pratique, le patron peut parfaitement contourner l'opposition de la délégation syndicale de l'entreprise en saisissant la commission paritaire sectorielle.

Enfin, si la question des pré-pensions a été renvoyée à la Conférence sur la fin de carrière du printemps 2005, en acceptant un tel projet d'accord, les syndicats se mettent à l'avance dans une position d'extrême faiblesse pour aborder ces négociations. "Il ne s'agit pas du grand accord de solidarité que nous aurions souhaité" disent les directions syndicales. Non, et c'est même pire encore. Un tel projet doit être rejeté par la base syndicale. Elle doit imposer à ses directions une mobilisation sérieuse basée sur un plan d'action déterminé afin d'arracher un nouvel accord réellement satisfaisant. ■



Les tremblements de terre ne sont évidemment pas dus au réchauffement de la planète, mais la catastrophe qui a ravagé les côtes de l'Océan Indien permet de se faire une idée de certains périls qui nous menacent si on ne prend pas les mesures adéquates pour limiter le changement climatique. En effet, deux manifestations importantes - parmi d'autres - des changements climatiques sont la montée du niveau des océans et l'augmentation des phénomènes météorologiques extrêmes. La combinaison des deux facteurs fait craindre d'autres désastres. PAR DANIEL TANURO

L'avertissement des tsunamis

Le niveau moyen des mers a monté de 0,1 à 0,2 mètres au cours du siècle passé, par suite de la dilation thermique des masses d'eau et de la fonte des glaces terrestres. Le mouvement se poursuivra au XXI^e siècle, mais la fourchette des projections est très large puisqu'elle varie de 9 cm à 88 cm, en fonction des scénarios et des modèles du climat utilisés. De très grandes incertitudes pèsent. La moyenne des modèles avec tous les scénarios laisse pronostiquer une hausse de plus de 40 cm d'ici 2100. C'est déjà fort important, mais il faut ajouter deux remarques:

1. la fonte des calottes glaciaires et la dilatation thermique des océans se poursuivront pendant plusieurs siècles, voire plusieurs millénaires, même en cas de stabilisation du climat et de la température de surface. Si elle se maintenait pendant mille ans, une hausse de 5,5°C de la température au-dessus du Groenland causerait une montée de plus de trois mètres du niveau moyen des océans, affectant 30% de la population mondiale.

2. la moyenne des modèles n'est pas nécessairement le scénario le plus probable. La température moyenne à la surface devrait augmenter de 1,4 à 5,8° d'ici 2100. Mais le réchauffement local au-dessus du Groenland vaudra probablement une à trois fois la moyenne globale. Etant donnée l'accélération actuelle du réchauffement on pourrait évoluer dans la partie haute de la fourchette, de sorte qu'une hausse de plus d'un mètre du niveau des océans au cours des cent

cinquante ans à venir ne peut pas être écartée comme "improbable".

La question des phénomènes météorologiques extrêmes est plus controversée, mais il y a néanmoins consensus sur quelques points: la variabilité du climat augmente; la variabilité du système des moussons d'été augmente; le phénomène El Nino prendra probablement plus de formes extrêmes; les précipitations vont très probablement augmenter, mais avec de grandes différences régionales (risque d'inondation accru dans certaines parties du monde, risque de sécheresse accru dans d'autres). Les modèles climatiques n'ont pas encore une résolution spatiale assez fine pour saisir les phénomènes locaux comme les tempêtes, mais certaines indications font craindre des vents et des précipitations plus intenses dans les cyclones tropicaux (au moins dans certaines régions) et des tempêtes plus fortes dans l'Atlantique.

Course à handicap

On voit bien, sur base de ces quelques données, qu'on pourrait entrer - qu'on est en train d'entrer - dans une période dangereuse pour la stabilité de l'écosystème Terre et pour notre possibilité de vivre en sécurité. Les chiffres des dégâts des tsunamis pourraient être dépassés en cas de combinaison de phénomènes: hausse du niveau des océans, inondation due à des pluies exceptionnelles, tempêtes violentes ou cyclones - sans compter les épidémies et les empoisonnements chimiques toujours à redouter si les inondations atteignent des zones industrielles. Même sans scénario-catastrophe les conséquences sociales, écologiques et économiques de la hausse du niveau des mers

seront importantes. Cinquante millions d'êtres humains en Asie du Sud et entre 10 et 20 millions en Afrique seraient menacés et devraient déménager en cas de hausse de 40 cm. Un quart de la population du Vietnam est concernée.

C'est peu dire que la politique climatique néolibérale basée sur le tout au marché, (si péniblement) mise en place depuis Kyoto n'est pas à la hauteur. Exemple récent: le marché européen d'échange des droits de polluer. L'ex-commissaire Margot Wallström, avait déclaré que ce système serait jugé au prix de vente de la tonne de CO₂. Un prix élevé serait synonyme d'efficacité écologique puisque les entreprises seraient incitées à investir dans des dispositifs de réduction des émissions plutôt que d'acheter des droits à polluer coûteux. Or le prix de la tonne de CO₂ s'est effondré: de 14 Euros en janvier 2004 il est tombé à 7,7 Euros aujourd'hui. Pourquoi? Parce que les entreprises ont gonflé leurs prévisions d'émissions (afin de rester au-dessous de leur quota) et que les gouvernements ne se sont pas donnés les moyens de démasquer ces fraudes.

Conclusion : il ne s'agit pas de sombrer dans le catastrophisme, toujours plus ou moins teinté d'irrationnel, mais de voir lucidement deux choses: 1. une course de vitesse a commencé entre le changement climatique et les mesures à prendre pour en limiter les effets.

2. l'humanité aborde cette course avec un handicap très lourd - dont elle peut se débarrasser si elle le désire: la course au profit, la frénésie de l'accumulation et l'idéologie néolibérale du tout au marché. ■



Bientôt le 8 mars. Le 8 mars ? C'est l'anniversaire de qui ? Le début d'une expo exceptionnelle sur l'art ouzbek ? Le passage de la tournée de la Starac' au centre culturel d'Houte-'si-Plou ? Euh, là, vous avez tout faux. Le 8 mars, c'est la journée internationale des Femmes. Et c'est l'occasion pour la Marche Mondiale des Femmes pour repartir de plus belle, avec la publication d'une Charte Mondiale des Femmes Pour l'Humanité. PAR VIRGINIE GODET

EN AVANT pour le genre humain !

La marche Mondiale des Femmes rassemble des groupes de femmes de différentes origines, options politiques, classes, de divers choix philosophiques, de différents choix de vie. Toutes unies par la solidarité, la volonté d'éliminer la pauvreté, la violence, les exclusions, le désir d'un autre monde, où les richesses sont partagées, l'intégrité physique et morale de tous respectée. Après une première marche en 2000, qui les

avait menées à New-York, où elles avaient remis leurs revendications aux dirigeants des grandes institutions internationales, sans que cela déclenche chez eux des réactions très enthousiastes, elles se sont impliquées dans le mou-

vement altermondialiste. Et même là, on sentait des lacunes, et l'obligation de justifier la lutte des femmes.

La Charte Mondiale des Femmes pour l'Humanité participe de cette volonté d'expliquer que quand les femmes avancent, c'est le monde qui avance avec elles. Elle énonce les principes d'une société où la diversité est un atout et où tant l'individualité que la collectivité sont sources de richesse... Ce monde considère la personne humaine comme la plus précieuse des richesses. A l'origine de l'exclu-

sion, le patriarcat et le capitalisme, qui se renforcent mutuellement, s'entracinent et se conjuguent avec le racisme, le sexisme, la misogynie, la xénophobie, l'homophobie, le colonialisme, l'impérialisme, l'esclavagisme, le travail forcé. D'où la nécessité de construire un autre monde, fondé sur l'égalité, la liberté, la solidarité, la justice et la paix. Chacune de ces valeurs est mise en exergue d'un chapitre, dans lequel sont énoncées des affirmations, tels les articles d'une constitution (ce qui pourrait inspirer certains députés européens). Quelques exemples: *la démocratie s'exerce s'il y a liberté et égalité; la solidarité est promue entre les personnes et les peuples sans aucun type de manipulation et d'influence; les ressources naturelles, les biens et les services nécessaires à la vie de toutes et de tous sont des biens et des services publics de qualité auxquels chaque personne a accès de manière égalitaire et équitable; la justice sociale est basée sur une distribution équitable des richesses qui élimine la pauvreté, limite la richesse, et assure la satisfaction des besoins essentiels à la vie et qui vise l'amélioration du bien-être de toutes et de tous.* Ceci n'étant bien sûr qu'un aperçu.

Alors, oui, d'aucuns pourraient parler de folie douce, d'utopie totale, d'angélisme... Blablabla. Mais cette société idéale, imaginée par les femmes de la Marche, désirée pour tous les humains à naître dans les années à venir, si on se la gardait bien en tête, en la prenant comme ligne d'horizon, comme le point vers lequel il faudra toujours tendre ? Si on rêvait tellement fort que le rêve se matérialiserait ? Si on était réaliste ? Si on demandait l'impossible ? ■

Au fait, pourquoi le 8 mars ?

Question piège. La tradition féministe voudrait que le 8 mars 1857, les ouvrières du textile de New York se soient mises en grève pour réclamer la journée de dix heures, la suppression des mauvaises conditions de travail, l'égalité des salaires. Or, on ne trouve pas de traces de cette manifestation dans la presse de ce jour-là. Par contre, plusieurs dates sont avérées.

8 mars 1910: Copenhague. Clara Zetkin propose aux femmes socialistes l'organisation d'une journée annuelle des femmes, pour rendre visible la lutte pour le droit de vote.

8 mars 1914: Mary Richardson lacère à coups de couteau la Vénus de Velasquez, pour protester contre l'incarcération de Pamela Pankhurst, leader féministe britannique.

8 mars 1915: Alexandra Kollontai organise à Christiana, près d'Oslo, une manifestation des femmes contre la guerre et Clara Zetkin une conférence internationale des femmes, en prélude à la conférence de Zimmerwald.

8 mars 1917: Trotsky note, dans son Histoire de la Révolution russe: *Sans tenir compte de nos instructions, les ouvrières de plusieurs tisseries se sont mises en grève et ont envoyé des délégations aux métallurgistes pour leur demander de les soutenir... Il n'est pas venu à l'idée d'un seul travailleur que ce pourrait être le premier jour de la Révolution.*

Dans les années 1970, le 8 mars deviendra un jour hautement symbolique dans les luttes des femmes. Au fil du temps, il connaîtra des succès variables, mais est devenu actuellement une date phare (Bon, même si c'est aussi devenu un jour de grande promo chez les parfumeurs et les esthéticiennes...). Mine de rien, il serait peut-être temps que, à l'instar du premier mai, le 8 mars devienne un jour férié. Parce que nous le valons bien ! ■



Cali chante l'amour. C'est comme ça qu'on le connaît. On sait moins qu'il parle de Guerre d'Espagne, d'exil, de peine de mort, d'enfance maltraitée, de transsexualité, ou qu'il a monté une maison d'édition de disques destinée à aider d'autres formations musicales... Découvrons PAR LÉO CALVO*

Cali: l'imparfait

Cali, chanteur de l'amour et du désamour? Sans doute, oui. Son premier album, *L'Amour parfait*, et le tube *C'est quand le bonheur?* se sont vendus à quelque 250 000 exemplaires et ses concerts font le plein. Une chanson personnelle? peut-être trop quelquefois. Un ego surdimensionné de plus qui fait son miel du nombrilisme? Pas si sûr, car le personnage Cali est tout en nuances, tout en contradictions.

La musique est souvent enlevée et en décalage avec l'univers des paroles. Son album a été enregistré avec le concours d'un orchestre classique qu'on ne retrouve pas sur scène. Pas grave car, sur scène, Cali entretient avec son public un contact chaleureux, direct, fort, déploie une énergie diabolique. Il a derrière lui l'expérience des groupes de bals et d'autres petits groupes qui n'avaient pas percé.

"No pasarán!"

On découvre aussi une autre facette de Cali, lorsque sur scène, au moment des rappels, il prend la parole pour expliquer qu'en 1939, à la fin de la Guerre d'Espagne, des centaines de milliers de civils et de combattants antifranquistes franchirent la frontière et se retrouvèrent parqués dans des camps par les autorités françaises, sur les plages du Roussillon. *"Quand j'avais dix-huit ans, je m'en foutais quand mon père me disait que j'avais un grand-père qui avait donné sa vie contre le fascisme, dans les Brigades internationales. Aujourd'hui, j'ai l'âge où j'ai envie de rendre hommage à ce grand-père et à tous ceux qui ne sont pas morts, pour leur dire qu'on n'oublie rien"*. Il en tire une chanson sur l'exil, puissante, fait résonner "No pasarán!", le poing levé, dans les

salles de spectacle, et tant pis si la chanson n'est pas reprise en chœur par le public. Et pour cause: elle ne figure pas sur l'album.

Chanter politique

Il s'engage ponctuellement, quand quelque chose le touche. Cali, qui a composé et enregistré quelques chansons "engagées" (sur la peine de mort ou l'enfance maltraitée), ne veut pas en faire trop. Ou plutôt, voudrait



le faire bien. *"Une chanson politique ratée, c'est un discours qui dessert la cause. Quand, dans un festival, il y a un chanteur qui crie 'Chirac, enculé!' devant mille personnes, ça ne sert à rien"*.

À vingt ans, dans son village de Vernet-les-Bains, dans les Pyrénées-Orientales, il monte une liste aux élections municipales sous la bannière "Jeunesse incorruptible" et rafle 20% des voix au premier tour. *"On est gouverné par une droite dure, très dure. Si on lâche l'affaire, on ne pourra plus revenir en arrière. Il faut aller voter au moins pour ça, pour*

dire qu'on est là". Mais *"se raconter, c'est déjà un acte politique"*.

Sa chanson *Différent*, qui évoque la transsexualité, est *"plutôt sur la recherche de l'identité quand on est adolescent, quand sexuellement on ne sait plus trop où on en est. Quant à la transsexualité, ça me touche beaucoup"*.

Cali a monté une association, baptisée... *L'amour parfait*, pour mettre sa petite machine politique en route: rassembler des musiciens, *"organiser des concerts, qui peuvent rapporter beaucoup d'argent"*, et *"rencontrer des associations, des gens qui se battent, mais qui n'ont pas les moyens de se faire connaître"*. *"En tant qu'artiste, on n'est pas forcément plus légitime que d'autres pour prendre la parole. Par contre, on a plus de moyens, alors pourquoi s'en priver? Cette petite notoriété, il faut s'en servir"*.

Cali et ses acolytes cherchent à redonner un peu de ce qu'ils ont eu, en utilisant ses éditions pour aider d'autres formations. Ils fouinent à droite et à gauche, dans les festivals, écoutent des démos de petits groupes. *"L'idée, c'est de leur permettre d'enregistrer correctement, d'aller les démarcher auprès des maisons de disques et de les éditer, c'est-à-dire de garder les droits de leurs œuvres pendant un petit moment, et quand ils sont à flot, c'est-à-dire capables de se gérer, de leur rendre pour un euro symbolique. Et leur demander, à leur tour, de faire la même chose. C'est peut-être utopique mais on est en train de faire un truc pas mal"*. Du Cali tout craché. ■

* Article paru dans *Rouge* n° 2094, 13 janvier 2005.(...)

Suite à un problème d'impression, certains passages de l'article sur le périodique *Collimateur* paru dans le dernier numéro de *La Gauche* sont illisibles. Nous nous en excusons auprès de l'auteure et des lecteurs/rices de *La Gauche*. Faute de pouvoir reproduire l'entièreté de l'article par manque de place, nous reproduisons ci-dessous les paragraphes lacunaires.

De plates excuses...

(...) C'est donc un périodique, de critique politique et artistique, défendant, avec virulence, une position intellectuelle fondée sur l'engagement. Si le *Collimateur* se présente en tant que "périodique aux visées larges", c'est parce que son regard opère à 360°, et qu'il ne s'interdit aucune voie de recherche ni même d'action pratique. La réappropriation de l'espace public constitue par ailleurs l'un de ses fondements.

C'est dans cet esprit que ses rédacteurs ont décidé de le distribuer prioritairement sous format papier. De cette manière, il peut être transmis de mano a mano, on peut se le procurer en librairie (pour deux euros), s'y abonner, ou le lire dans différents centres de documentation. D'ici peu, un coffret, réunissant les cinq premiers numéros sera disponible.

Cela dit, ses concepteurs ne négli-

gent pas pour autant le support numérique et informatique que constitue Internet aujourd'hui en tant que lieu de dialogue actif et base opérationnelle offrant sans cesse à ses utilisateurs de nouveaux liens (...)

(...) En mai 2003, trois personnes mettent le *Collimateur* sur pieds: un artiste, un philosophe et une historienne de l'art (Alain Van Haverbeke, Gabriel Dupret et Annabelle Dupret). Son esthétique est tout à fait spécifique. De format carré et de petite dimension, le *Collimateur* est "orné" de dessins techniques (un éclaté de revolver, une poupée Barbie démontée, un mécano...) occupant les espaces vides des pages. (...)

(...) Les thématiques des premiers numéros: "Esthétique et Violence", "Travail et Divertissement", "Ville et projections urbaines", "Figures de style et d'évitement de la presse et

des critiques d'art".

Dans le prochain numéro, il s'agira de se pencher sur "Les dérives commerciales dont les musées font l'objet". Cette thématique induit naturellement l'analyse critique d'un "monde économique s'exprimant à travers des entreprises qui ont depuis longtemps fait leur une politique quasi systématique de mécénat culturel".

De manière générale, des problématiques sociétales y sont systématiquement soulevées. Par exemple, la nécessité absolue à enseigner l'art à l'école aujourd'hui ou encore, les tensions sociales croissantes liées à l'extension du travail précaire chez les jeunes. La jouissance est fondatrice de ce périodique, et l'esthétique qui en émane est primordiale. C'est ce qui explique que des textes de nature strictement poétique s'y retrouvent également. (...) ■

Affaire STIB vs Collectif Sans Ticket ACQUITTEMENT GÉNÉRAL

Le verdict est tombé ce matin. Après plus de trois ans de procédure, les 16 personnes inculpées, entre autres, d'association de malfaiteurs pour avoir distribué des tracts et discuté avec les usagers de la STIB du projet de transport public gratuit, ont été acquittées par la juge Devos.

Oui, ils étaient bel et bien plusieurs, et organisés... De là à les qualifier d'"association de malfaiteurs", il n'y avait qu'un pas que Flausch, par la voix de maître Bernard, pensait pouvoir franchir sans embûche. Leur victoire semblait d'autant plus évidente que lors de la plaidoirie, la procureur Arpigny, après avoir requis un non-lieu durant toute la procédure, opérait inexplicablement un volte-face, estimant toutes les préventions fondées.

Tel n'est pas l'avis de la juge: si le collectif sans ticket constituait effectivement une association organisée, rien ne démontre dans le dossier que sa constitution visait à commettre des infractions. Il apparaît tout au contraire que leur but était de promouvoir la gratuité des transports... Ni plus, ni moins.

Quant aux préventions B et C, absence d'éditeur responsable et voyage sans titre de transport, la juge a également conclu à l'absence de pièces sérieuses dans le dossier.

Les 16 inculpés ont donc enfin été acquittés, pour toutes les préventions. Aux oubliettes le fatras de détails triviaux montés en preuves irréfutables. L'"affaire", qui avait tout d'une baudruche

mal gonflée, est en voie d'être définitivement classée.

Reste bien entendu à la STIB la possibilité légale de faire appel. Mais sur quelle base ?

Sans doute la balle est-elle aujourd'hui, plus que jamais, dans le camp des décideurs politiques. En regard de la dernière déclaration gouvernementale visant expressément à établir à terme la gratuité pour tou-te-s sur le réseau STIB, vont-ils laisser libre cours à une nouvelle procédure téméraire, réactionnaire et dispendieuse ?

N'est-il pas temps de se passer du bon père de famille qui voulait faire d'un service public une épicerie "sexy" ? ■

Communiqué de presse du Collectif Sans Ticket

Le capitalisme mondial est entré dans une phase marquée par l'instabilité et le retour de ses contradictions. Les années 2000-2001 auront marqué un tournant, en réduisant à peu de choses les espoirs placés dans la généralisation des bienfaits de la "nouvelle économie". Les Etats-Unis ont réussi à minimiser l'ampleur de la récession mais en sont sortis au prix de nouveaux déséquilibres, tandis que l'Europe s'enlise à nouveau dans une conjoncture morose. Les pays du Sud ont rattrapé en partie les conséquences des crises financières, mais restent soumis à l'incertitude de la conjoncture internationale. PAR MICHEL HUSSON

Tournant de l'économie néolibérale

Le taux de profit a baissé aux Etats-Unis dès 1997, notamment parce que la "nouvelle économie" s'est traduite par un alourdissement du capital (une hausse de sa composition organique, dirait un marxiste). La politique économique de Bush a répondu à ce mouvement par trois moyens. Le premier a été une sorte de "keynésianisme militaire" tendant à augmenter les dépenses militaires, au détriment du budget fédéral, qui est passé en quelques années d'un petit excédent à un déficit prononcé. Le second moyen a été une baisse spectaculaire des impôts qui a permis de soutenir la consommation des riches, au prix d'une dégradation supplémentaire du budget.

Le recours à ces dispositifs a creusé la contradiction principale du modèle US. Le moteur de la croissance y est la consommation des ménages, mais ce dynamisme pose trois problèmes : une répartition des revenus de plus en plus inégalitaire (jusqu'à la caricature) ; un endettement croissant des ménages ; et surtout, un déficit commercial croissant vis-à-vis du reste du monde (plus de 5 % du PIB US, soit plus d'un point du PIB mondial). L'aspect positif pour le capitalisme US est le maintien à un niveau élevé de la progression des gains de productivité : la reprise se fait pratiquement sans création d'emplois. Mais le doute persiste quant à la pérennité de ces gains de productivité aux Etats-Unis, et l'espoir de leur extension aux autres économies dominantes s'est évanoui.

L'imbrication complexe de l'économie mondiale

Les débats économiques aux Etats-Unis sont marqués par l'inquiétude à l'égard de la montée en puissance de la Chine. Celle-ci représente à peu près la moitié du déficit commercial des Etats-Unis, et cette part ne fait qu'augmenter. La

réponse au déficit commercial est la baisse du dollar par rapport aux devises non alignées sur la monnaie dominante, principalement l'euro. Cette baisse est considérable, de l'ordre de 40 %, et a exporté la faible croissance vers l'Euroland qui, après les années d'embellie (1997-2000), se voit à nouveau plongée dans une conjoncture médiocre et qui se retourne vers le bas. Le bel enthousiasme de la Stratégie



européenne pour l'emploi s'est dissipé, et le Pacte de stabilité économique s'est révélé impraticable. Le retour à des politiques d'austérité salariale a conduit à un étouffement du marché intérieur, et les baisses d'impôts n'ont pas réussi à vraiment doper la consommation des riches. La faiblesse de l'investissement ne permet pas de renouer avec des gains de productivité suffisants, en dépit d'une politique systématique de restructurations des firmes européennes.

Ce contraste entre la conjoncture des Etats-Unis et celle de l'Europe fait apparaître la faible intégration du capitalisme européen sur deux points. Les pays de l'Union européenne se positionnent différemment par rapport à cette configuration d'ensemble, et l'on assiste à un début d'éclatement de leurs trajectoires : certains tirent mieux leur épingle du jeu (notamment le Royaume-Uni et les petits pays) par rapport aux pays du "cœur"

européen (France, Allemagne et Italie), et ce phénomène est un obstacle supplémentaire à la coordination de leurs politiques économiques. Elle semble suicidaire puisqu'elle revient à casser systématiquement les débouchés en bloquant les salaires, mais c'est le marché mondial qui sert ici d'échappatoire.

Vers un capitalisme "pur"

Le capitalisme s'est aujourd'hui libéré de ses "entraves" : la circulation des capitaux est à peu près libre, et les acquis sociaux ont déjà largement reculé à travers le monde. De ce point de vue, l'emprise de la finance ne doit pas être comprise comme une forme de parasitisme qui empêcherait le capitalisme de fonctionner correctement. Il s'agit au contraire d'un dispositif permettant l'établissement tendanciel d'un marché mondial, où les salariés sont directement mis en concurrence et soumis à des exigences de rentabilité qui s'opposent à la satisfaction des besoins sociaux non rentables. Grâce à la finance, le capitalisme contemporain se rapproche d'un fonctionnement "pur" en ce sens qu'il se débarrasse progressivement de tout ce qui pouvait l'encadrer ou le réguler.

Ce mouvement ne saurait s'auto-réformer et implique une redistribution régressive des richesses. C'est pourquoi les constructions qui visent à séparer le bon grain de l'ivraie - par exemple le "bon" capitalisme productif du "mauvais" capitalisme financier - ou à imaginer un capitalisme à la fois hyper-compétitif et plus égalitaire, relèvent donc d'une utopie réformiste qui ne correspond pas à son cours actuel. Le capitalisme s'installe dans une phase instable, qui est dominée par la question de savoir si cette configuration va se dénouer selon l'axe des conflits intercapitalistes ou celui des affrontements sociaux. ■

La pré-pension était au cœur des négociations interprofessionnelles. Leur suppression n'est pas seulement l'une des panacées du patronat ; elle s'inscrit aussi dans les volontés du gouvernement. C'est donc l'occasion de dresser un historique de la pré-pension, dont l'auteur de ces lignes fut un pionnier, en se penchant sur l'esprit de la création de ce qui fut pour les travailleurs une démocratisation en même temps qu'une des plus grandes humiliations. PAR ANDRÉ HENRY

RETOUR aux SOURCES

En 1964, des jeunes sortis de la grève générale de l'hiver 60-61, dont des camarades du POS, créent un journal de la gauche syndicale: "La Nouvelle Défense". Parti de Gilly, ce petit journal allait impulser un véritable syndicalisme de combat dans les entreprises du verre de la région de Charleroi. La Nouvelle Défense et ses fondateurs ont en effet été à la base et à la pointe des diverses grèves et des combats des années 70. C'est à partir de ce petit journal - grand par son impact - qu'allait naître, deux ans plus tard, l'idée de créer la pré-pension.

En 1966, c'est le creux de la vague. Les travailleurs réclamaient le remboursement du pourcent de leur salaire retenu pour fait de grève. Mais plusieurs négociations avaient eu lieu sans jamais aboutir à une issue favorable. La démoralisation et l'humiliation, ajoutées à la peur de se voir retirer à nouveau 1% pour faire grève, avaient entraîné un manque total de combativité. Mais, dans ce contexte défaitiste, nous envisagions une alternative. A l'époque, la moyenne d'âge des travailleurs était élevée. Beaucoup d'entre eux atteignaient et dépassaient la soixantaine. A 60 ans, dans ces années-là, l'être humain était déjà vieux; les deux guerres et la crise capitaliste dans leur intervalle avaient terriblement marqué. A travers La Nouvelle Défense, nous avons donc demandé aux jeunes - que nous étions à l'époque - de ne pas réclamer notre pourcent mais de le laisser pour les vieux camarades afin qu'ils obtiennent ce qu'ils attendaient: prendre leur (pré)pension. Jeunes que nous étions, nous ne perdions pas au change car nous les remplacerions

dans leurs fonctions avec des salaires plus élevés que les nôtres.

Les patrons ont accepté ces propositions parce qu'elles les arrangeaient aussi dans la mesure où se profilait une autre technique de travail. Mais les patrons n'avaient pas prévu dans leurs plans stratégiques qu'un nouveau syndicalisme pointait aussi à l'horizon. Par le rajeunissement de la moyenne d'âge des travailleurs, nous allions pouvoir sortir du creux de la vague et rallumer la flamme du syndicalisme de combat, basé sur la démocratie ouvrière, sur le contrôle ouvrier, et sur l'autogestion des grèves.

A ses débuts, la pré-pension s'appliquait autrement qu'aujourd'hui. Elle prenait cours à 62 ans, puis 60 ans. Elle impliquait aussi des embauches compensatoires; une commission centrale avait été créée à ce sujet. Le revenu mensuel des pré-pensionnés atteignait 90% du salaire net. Quand le pot du pourcent retenu s'est vidé, le rapport de force a imposé aux patrons de remplir le fonds des pré-pensions avec leur propre argent, et non plus avec celui des travailleurs. Les

acquis ne se sont pas arrêtés là. Lors de la grève de 1975, déclenchée suite à l'annonce de la fermeture de Glaverbel Gilly, de nouveaux accords ont autorisé la pré-pension à 58 ans, avec 95% du salaire et embauche compensatoire. A Charleroi, le comité régional syndical du verre, composé de chaque délégué d'entreprise, contrôlait les embauches de la région. De ce point de vue, c'était une belle victoire syndicale.

Aujourd'hui, la pré-pension est détournée de ses objectifs; elle permet aux patrons de licencier "sans douleurs". Dans la conjoncture actuelle, où le chômage et le stress sont de plus en plus intenses, le maintien de la pré-pension s'impose comme une revendication nécessaire et indispensable. ■



A l'heure où nous écrivons ces lignes, les travailleurs d'AGC Automotive Fleurus (ex-Splintex) sont déjà dans leur 8e semaine de grève. Au travers d'une lutte exemplaire, non seulement dans une région socialement sinistrée, mais pour tous les travailleurs-euses du pays, ils se battent contre les 284 licenciements annoncés par la direction .

Alors que la direction d'AGC s'est mise dans l'illégalité en ne respectant pas la "Loi Renault" et en refusant de payer les salaires dûs aux travailleurs, la justice bourgeoise a, au contraire, appuyé la multinationale dans sa répression contre les ouvriers en lutte en autorisant des astreintes de 5.000 euros par travailleur "empêché de travailler". Cette attaque ne suffisant pas à casser la grève, la direction a fait appel aux forces de l'ordre qui sont maintenant en permanence dans l'usine. Ces faits inacceptables constituent une véritable provocation et une agression frontale qui remettent en cause les libertés syndicales et le droit de grève. Et comme si cela ne suffisait pas, les médias commerciaux offrent une image totalement tronquée des faits, présentant notamment le résultat de la consultation sur le plan de restructuration comme un échec pour les grévistes et comme si l'activité avait reprise quasi-normalement sur le site. Or, bien moins de 60% des travailleurs ont répondu à cette consultation, ce qui ne lui donne aucune valeur. De plus, les 57% de "oui" au plan (et donc à la fin de la grève) ne représente que le pourcentage des bulletins valables. Car sur les 766 bulletins envoyés, seuls 213 ont répondu "oui", soit... 28%. Et c'est en réalité moins de 200 personnes, en majorité des cadres et des employés qui ont repris le travail sous protection policière. Par ailleurs, le permanent CSC donne des signes de rupture du front commun en voulant faire cavalier seul dans les négociations, ce qui ne correspond nullement à la volonté de la majorité de sa base dans l'entreprise. Dans un tel contexte, l'élection d'un comité de grève unitaire et de commissions de travail, indépendamment de l'affiliation syndicale, aurait été un pas décisif afin de souder tous les grévistes et donner à la lutte une issue des plus favorables.

Malgré tous les obstacles, le moral des grévistes reste admirablement combatif, comme on a pu le voir lors de la manifestation de soutien du 25 janvier (3.000 participants). La Gauche veut marquer sa pleine et entière solidarité avec eux. Et souligner que cette bataille ne pourra être gagnée que par la solidarité active de toutes les forces progressistes. Ainsi, par exemple, le mouvement alter-globaliste devrait marquer son soutien avec une lutte ouvrière qui s'oppose, elle aussi, contre les conséquences de la mondialisation capitaliste. Les travailleurs d'AGC ont également besoin de l'Interprofessionnelle. L'indispensable solidarité morale et financière ne suffit plus. Face à la détermination patronale à briser la volonté des travailleurs, l'Interprofessionnelle doit passer à une action tout aussi déterminée; une grève générale régionale de 24 heures.

ATAULFO RIERA ET THIERRY TILLIER

AGC-Automotive Fleurus:
**Nos vies valent plus
 que leurs profits!**

Depuis le 1er décembre, les travailleurs de Splintex AGC Automotive à Fleurus sont en grève. Ils défendent l'emploi dans une usine créée à l'issue d'un combat remarquable: celui mené il y a juste 30 ans par les travailleurs de Glaverbel Gilly. La mémoire du mouvement ouvrier ne peut trouver meilleure occasion pour se raviver... PAR ANDRÉ HENRY

1975 - 2005

GILLY - FLEURUS

Combats Croisés

Le 10 Janvier 1975, la direction du holding Glaverbel-Mécaniver, qui contrôlait la branche du verre plat de la multinationale BSN Gervais Danone, annonçait sa décision de fermer les fours de l'entreprise de Gilly pour le 1er février. Les travailleurs étaient purement et simplement licenciés. Ceux-ci ont déclenché une grève exemplaire qui allait durer sept semaines, donner lieu à des occupations de locaux et à l'élection d'un comité de grève et aboutir à des acquis sociaux importants. Une lutte des classes sans merci allait s'engager face à cette puissante multinationale. Les travailleurs de Gilly disposaient d'un atout qui ferait reculer BSN : leur tradition de syndicalisme de combat anti-capitaliste liée à une réelle pratique de la démocratie syndicale. Cette tradition était le résultat du travail conscient et organisé, mené depuis 10 ans par un groupe de militants syndicaux de combat regroupés autour du bulletin mensuel "La nouvelle défense". Ces militants et ces travailleurs avaient acquis une grande expérience des grèves menées victorieusement en 1972 et 1974 (voir *La Gauche* n°4).

Pour les travailleurs de Gilly, l'enjeu du conflit était triple. Ils devaient à la fois défendre leur emploi et empêcher le démantèlement de l'entreprise, défendre les acquis de la lutte de classe en verrerie et mener le combat contre la société multinationale. BSN avait prétexté la récession pour faire d'une pierre deux coups; en fermant Gilly, elle accélérât la rationalisation et démantelait le fer de lance de l'opposition ouvrière à Charleroi. Une fois la combativité ouvrière décapitée, BSN pouvait rationaliser l'industrie à l'aise si pas la supprimer totalement, ce qui s'est avéré être son plan par la suite. La multina-

tionale n'a pas pu le faire grâce au combat victorieux des travailleurs de Gilly.

L'organisation de la grève

La tâche du comité de grève qui avait été élu par l'assemblée générale des travailleurs était d'organiser l'occupation et l'entretien du four. Le comité devait faire un rapport de la situation à l'assemblée journalière des travailleurs qui, seule, avait le pouvoir de décision et pouvait révoquer à tout moment tout membre du comité de grève. C'est sous l'impulsion de ce comité que la lutte allait se structurer et s'organiser. Sur demande du comité de grève, plusieurs commissions, élues par l'assemblée en lui étant redevables, ont été créées. Il s'agissait des commissions finance, entretien et gestion des fours, sécurité, popularisation de la grève, culture et animation, vente, etc...

C'est ainsi que la lutte s'est organisée et qu'une première action a eu lieu le 16 janvier, quand les travailleurs de Gilly ont occupé en masse le siège social de Glaverbel à Boistfort. Une action semblable a eu lieu à l'usine Gervais Danone de Sauche. A travers ces deux actions, qui démontraient la détermination et la combativité des travailleurs de Gilly, ceux-ci ont pu expliquer le sens de leur combat, tout en appelant les travailleurs de la même multinationale à la solidarité. Aux yeux des travailleurs de Gilly, la solidarité dans l'action au niveau interprofessionnel était capitale pour modifier le rapport de

force face à BSN.

Impact de la grève

Toute la région de Charleroi était sensible à cette grève hors du commun. Les travailleurs et le comité de grève ont vite compris que la fermeture de leur usine pouvait être un détonateur et ranimer le



André Henry en 1974, délégué principal FGTB Glaverbel

combat pour la défense de l'emploi dans la région.

Les travailleurs et leur comité de grève ont manifesté des prises de positions politiques importantes. Ils ont rendu public leur manifeste qui contenait l'essentiel de leurs revendications articulées autour de quatre axes:

1. Pas de licenciements, pas de démantèlement. Garder une seule unité de production était le seul moyen de maintenir

l'union des travailleurs et de préserver les acquis des luttes antérieures contre le patronat.

2. Création d'un float dans la région avec, en annexe, des entreprises de transformation du verre.

3. Nationalisation sans conditions de tout le trust Glaverbel sous contrôle des travailleurs.

4. Réduction radicale du temps de travail vers les 36 heures sans perte de salaire et diminution radicale des cadences sous contrôle ouvrier.

Par ce manifeste, qui est devenu le texte de base des comités de solidarité qui se sont créés un peu partout dans le pays et dans lesquels le POS a joué un rôle déterminant, la grève des travailleurs de Gilly s'est inscrite sans ambiguïtés dans la lutte des classes. Avec le retentissement considérable que ce manifeste a eu dans la région, le comité FGTB de coordination (qui rassemblait toutes les entreprises verrières de la région de

Charleroi) a été amené à voter à la majorité la nationalisation de Glaverbel. Lors du congrès extraordinaire de la FGTB du 21 janvier, il a été décidé de tenir des assemblées dans toutes les usines sur la situation de Gilly. C'est aussi à ce congrès que fut décidée une manifestation pour le 24 janvier. A l'appel du front commun syndical, près de 10 000 travailleurs y ont manifesté leur soutien aux grévistes de Glaverbel Gilly.

Le 10 février, une nouvelle étape allait être franchie. Le comité de grève cherchant toujours à augmenter le rapport de force en sa faveur, les stocks de verre de l'entreprise ont été mis en vente. Les travailleurs démontraient ainsi leur volonté de ne pas capituler en s'octroyant eux-même le fruit de leur travail. Bien que la direction de Glaverbel BSN avait annoncé qu'elle porterait plainte contre toute personne ou firme procédant à des enlèvements irréguliers de verre, la mise en vente a dépassé toutes les espérances.

Les travailleurs allaient encore franchir une étape en organisant, le 17 février,

une manifestation à Paris, au siège de BSN. Près d'un millier de verriers ont répondu à l'appel, dont des délégations françaises et une large délégation allemande. Les travailleurs ont envahi le siège de BSN et ont obligé le pdg Antoine Riboud à venir s'expliquer devant eux, démontrant ainsi leur détermination à continuer la lutte jusqu'à la satisfaction de leurs revendications. C'est en chantant l'Internationale qu'ils ont quitté les lieux.

Les accords dits historiques

Le protocole d'accord a été signé le 24 février 1975 entre glaverbel-BSN, les ministres des affaires économiques, de l'emploi et du travail et les organisations syndicales. Ce protocole prévoyait qu'il n'y aurait aucun licenciement, mais bien une création d'emplois de compensation; que les 2/3 des travailleurs retrouveraient un emploi sur le site de Gilly dans l'attente de la création des emplois; que le revenu intégral serait garanti par un fonds social; et que les travailleurs âgés de 58 ans pourraient, s'ils le désiraient, obtenir la pré-pension

Un Comité de Solidarité avec AGC-Fleurus

Les travailleurs d'AGC Automotive (ex Splintex) Fleurus sont en grève depuis le 1er décembre contre le plan de restructuration annoncé par la direction et prévoyant 284 licenciements.

En 2000, la direction avait déjà supprimé 300 emplois au nom de la rentabilité afin disait-elle de sauvegarder la pérennité de

patrons passe avant l'avenir des travailleurs.

Il est bon de rappeler que cette entreprise est née d'un long combat syndical débutant en 1975 lors des fermetures de Glaverbel Gilly et Lodelinsart (Barnum). C'est un long combat (1975-1983) que les travailleurs verriers et leurs organisations syndicales ont mené pour imposer la reconversion et des projets industriels d'avenir dans nos régions. De ce combat syndical est née cette entreprise de Splintex ainsi que les sites de Seneffe et Lodelinsart. Splintex fut aussi créée en partie avec

notre argent tant de la Région wallonne que du gouvernement fédéral. C'est donc un acquis du mouvement syndical mais aussi un fleuron de l'action syndicale de toute une région que nous devons tous défendre. Mais c'est aussi l'avenir de toute une région déjà durement touchée par de multiples fermetures et restructurations que nous devons sauver.

turations que nous devons sauver.

Dans ce cadre, le Comité de Solidarité constitué pour soutenir le légitime combat mené par les travailleurs d'AGC Automotive (ex Splintex) Fleurus, lance un appel à la Solidarité:

- Envoyez vos messages de solidarité
- Rendez visite au piquet de grève
- Participez nombreux aux diverses actions organisées par la délégation syndicale et le Comité de grève
- Participez à la solidarité financière en versant une contribution sur le n° de compte 063-1589760-62. ■

Le Comité de soutien

Signez la pétition électronique

en soutien aux travailleurs de Splintex en grève:
www.petitiononline.com/souagc/petition.html

l'entreprise à long terme. Aujourd'hui, les mêmes arguments patronaux viennent justifier ce nouveau plan de licenciements et cela dans un contexte où la concertation et la négociation préalable sont bafouées (non-respect de la procédure de la loi "Renault"). Une fois de plus, la recherche du profit immédiat pour les

Contacts:

André Henry: 0472-53.36.50
Gustave Dasche: 071-56.14.11
Jeannine Tips: 0478-49.02.36
Mail: comsouagc@tiscali.be
Compte: 063-1589760-62

à 95 % de leur salaire avec embauche compensatoire dans les différents sièges de la région.

Cet accord fait date dans l'histoire du mouvement ouvrier. C'est la première fois qu'une multinationale a dû céder et a accepté de faire de telles concessions. On peut toujours se demander pourquoi un tel programme, garantissant l'emploi et le maintien du revenu intégral, n'a jamais été repris par les organisations syndicales pour les multiples fermetures et licenciements qui ont suivi le conflit de Gilly comme, par exemple, en sidérurgie. Seule la pré-pension a été retenue, mais sans le plan de reconversion et le maintien des salaires. C'est ce qui a permis au patronat de contourner les combats contre les licenciements en n'accordant aux travailleurs que des pré-pensions...

Et maintenant AGC Splintex Fleurus

C'est avec les accords de 1975 que toute l'industrie verrière de Charleroi a été réorganisée. C'est ainsi que trois nouveaux sites ont vu le jour en 1978 à Seneffe, Lodelinsart et à Fleurus, où se trouve AGC Automotive (Splintex). Trente ans après la grève de Glaverbel Gilly qui donna naissance à AGC Splintex, les travailleurs de cette entreprise sont de nouveau en grève pour leur emploi depuis le 1er décembre.

Ainsi, une fois de plus, les travailleurs sont confrontés à la même logique capitaliste, celle de la recherche du profit immédiat. En 2000, la direction avait déjà supprimé 300 emplois au nom de la rentabilité afin, disait-elle, de sauvegarder la pérennité de l'entreprise à plus long terme. Aujourd'hui, les mêmes arguments patronaux viennent justifier ce plan de 284 licenciements, toujours au nom de la rentabilité au détriment des intérêts des travailleurs.

Les travailleurs, à juste titre, refusent les licenciements. Aucune proposition n'a été faite à l'heure où ces lignes sont écrites, à part les 5 000 euros d'astreinte par homme et par jour de grève. Depuis l'annonce de cette sanction, des centaines de travailleurs affluent chaque matin devant les grilles de l'usine en signe de solidarité. ■

Le Mercredi 20 janvier, peu après l'intervention judiciaire et policière dans le conflit, le Comité de solidarité avec les travailleurs d'AGC-Fleurus organisait une fête de soutien à Lodelinsart. Le succès a été au rendez-vous pour ce meeting combatif, avec la présence de près de 400 participant-e-s et des interventions de représentants et militants syndicaux de la Centrale générale de Charleroi, d'entreprises de la région et d'ailleurs. La Gauche s'y est entretenu avec Francisco Rodriguez, délégué suppléant FGTB - AGC Fleurus

Il faut que le politique se mouille!

Que penses-tu de l'intervention de la police et de la justice dans le conflit de Splintex ?

Francisco Rodríguez : Face à la police et à la justice, on est impuissant, malgré l'appui de nos instances syndicales qui sont avec nous à 110%. Malheureusement, on constate que le politique ne nous aide pas.

La direction a annoncé que 200 à 250 travailleurs ont repris le travail...

F. R. Meunier, notre directeur, a dit à



la presse que 250 ouvriers sont venus lui demander de travailler. Mais c'est faux. Aujourd'hui, quatre autocars sont venus à Splintex pour travailler. Il n'y avait que 10 à 15 personnes dans chaque bus. C'était tout simplement un coup d'état face aux ouvriers qui sont dehors et qui essaient de se battre à fond. Meunier a très peur, plus que nous.

On entend dire que la direction a téléphoné personnellement à chaque travailleur pour les convaincre de revenir travailler.

F. R. Ils ont essayé de réunir un maximum de personnes pour pouvoir rentrer. C'est surtout pour nous donner un coup au moral et casser la grève. Mais la grève, ils ne l'ont pas cassée. Que du contraire. Ils l'ont renforcée

avec les fausses déclarations de Meunier. Mais bien sûr que les gens veulent travailler! C'est clair que nous voulons rentrer dans cette entreprise; on ne veut pas passer toute notre vie dehors. Mais on veut travailler dans des conditions normales. Donc on n'arrêtera pas le mouvement parce qu'on sait très bien qu'on n'a pas le choix face à cette dictature du patronat. C'est marche ou crève.

Comment vois-tu la suite?

F. R. Il faut que le politique se mouille avec nous, surtout la région wallonne qui a investi énormément d'argent pour que cette entreprise reste debout. La direction doit lui rendre des comptes. Après 50 jours de grève, il faut une solidarité pour grandir le mouvement.

Comment s'organise la lutte ?

F. R. La lutte s'organise tous les jours au piquet. En plus de ça, on a prévu une manifestation le 25 janvier à Charleroi. 24 heures de grèves sont prévues dans tous les sites de Glaverbel, sauf à Moustier, qui reste un point critique puisque c'est là que la matière première est produite.

Comment ça se passe entre les délégations des deux syndicats ?

F. R. C'est assez difficile pour ceux de la CSC de s'y mettre vraiment. La délégation CSC est moins combative que celle de la FGTB. Mais les affiliés CSC sont bien dans le combat. Leur permanent a émis des opinions qui n'étaient pas celles de la base de Splintex. Si nous sommes encore là, c'est parce que nous sommes unis, avec les quatre syndicats qui sont chez nous. Nous restons en front commun pour combattre ce patronat. ■

La Chute

Le film *La Chute* (Der Untergang), du réalisateur allemand Olivier Hirschbiegel, a suscité une vive polémique. Peut-on "humaniser" Hitler? Qu'en est-il de l'absence ou non de la nécessaire mise au point historique quant à la nature et aux crimes du nazisme dans ce film? Montrer un point de vue à partir des coupables les "déculpabilise-il". Deux points de vue avec Romain Le Vern (du site de critique cinéma www.lecinema.net. et Laura Laufer du journal *Rouge*, de nos camarades français de la LCR.

**Romain Le Vern:
"le réalisateur ne cherche pas à excuser. Il tente en simple anthropologue de comprendre les erreurs de son propre pays"**

Romain Le Vern:

Dans *Les Harmonies Werckmeister* (Bela Tarr, 1999), un prince, bizarrement cloîtré dans une loge d'attraction foraine, va provoquer la fascination puis l'aveuglement d'hommes anonymes qui vont devenir violents sans savoir pourquoi. A tel point qu'ils finiront tous par s'entretuer. Film d'une tristesse insolable, musique sublime, mise en



scène toute en plans-séquences qui enregistre la fin de l'humanité. *La Chute*, second long-métrage de Olivier Hirschbiegel, prolonge avec la même intensité cette réflexion sur la manipulation des masses et pousse le bouchon loin, très loin, trop loin. Comme toutes les œuvres dérangementantes qui n'ont pas de morale, cette *Chute* risque malheureusement de susciter la polémique pour diverses raisons (politique, religieuse, morale). Malheureusement puisque c'est un

authentique chef-d'œuvre que le courage absolu rend encore plus sublime.

Il importe donc d'aller au-delà des apparences pour découvrir l'immense œuvre qui se cache derrière la provocation de façade dont l'humanité transperce le cœur. A la manière du récent *Amen.*, *La Chute* suggère l'horreur sans le didactisme et la démonstration qui affadissaient le propos provocant de Costa-Gavras, sonde l'angoisse, traque la bête enfouie en chacune de ses cibles. On le sait, le film se situe en 1945, à la fin de la Seconde guerre mondiale, se place du point de vue d'Hitler et de ses sbires et montre leurs tentatives pour fuir le quotidien et trouver une solution pour contrer l'ennemi bolchevique.

A l'instar de son excellente *Expérience*, précédent long-métrage où se manifestait déjà le spectre des camps de concentration à travers une lutte terrible entre de faux gardiens et de faux prisonniers, *La Chute* plonge tête baissée dans les recoins les plus sombres de l'âme humaine et parvient avec une audace inouïe à humaniser des monstres. En fouillant dans la complexité de personnages inconscients, fascinés et entièrement dévoués au Führer, le cinéaste allemand fustige le manichéisme et regarde dans le blanc des yeux des hommes et des femmes gravement lucides qui, entre loyauté et couardise, assistent à leur déchéance, à l'écroulement de leurs illusions, à la découverte de leur propre monstruosité. A un moment (fin

de la guerre) où justement il n'y a plus rien à espérer, où on préfère se donner la mort plutôt que de continuer à vivre avec l'humiliation et le poids de la culpabilité. Des êtres humains avant d'être des bourreaux qui doivent apprendre à gérer des choix qu'ils pensaient bons.

On l'aura compris: la représentation du chaos délétaire de la guerre n'est pas la priorité d'Olivier Hirschbiegel. Il a sciemment éludé les camps de concentration, sans omettre des sous-entendus, pour souligner le fait que la majorité des Allemands ignoraient l'impensable. On peut trouver déroutante l'humanisation du Führer: abandonné par ses anciens collaborateurs, avec ses crises de colère incontrôlables, son charisme d'orateur inépuisable et ses larmes dues à l'humiliation de la défaite.

Mais le réalisateur ne cherche pas à excuser. Il tente en simple anthropologue de comprendre les erreurs de son propre pays, d'analyser une telle chute et d'en tirer les conséquences. La photo glaciale et la fluidité de la mise en scène renforcent cette impression lugubre et glauque d'horreur qui menace de sortir à chaque détour de couloir d'un bunker, lieu principal du film, capharnaüm mental de ces êtres en pleine confusion morale qui redoublent de sourires et se saoulent d'orgies et d'alcool pour oublier qu'ils vont mourir demain. Avec ce mélange de crudité gore et d'émotion retenue qui rappelle les premiers Paul Verhoeven (*Soldier of Orange*), avec son style fiévreux, dense et intense qui convoque

Laura Laufer "Vouloir humaniser Hitler conduit à le dis- socier du nazisme. Le fascisme est un danger toujours latent"

Visconti et ses *Damnés*, *La Chute* s'impose comme un incroyable travail d'exorcisme dont la mission cathartique consiste à évacuer tous les démons du passé pour mieux reconstruire à nouveau. Les moyens employés sont sans doute radicaux mais payants: c'est un succès incroyable au box-office allemand (5ème film de l'année 2004 en Allemagne avec plus de 4 millions d'entrées devant *Spider-man 2* et autres *I, Robot*).

A la fois autopsie d'un engrenage infernal, portraits d'individus pathétiques et brisés dans leurs idéaux, allégorie d'une Allemagne névrosée et grand drame bouleversant, cette bombe teutonne montre plus qu'elle ne démontre, se joue des pièges les plus grossiers, subjugué par sa finesse d'esprit, impressionne par sa direction d'acteurs (et ses acteurs tout court) et distille un poison doucereux qui circule longtemps dans les veines... ■

Laura Laufer:

"*La Chute*", d'Olivier Hirschbiegel, met en scène un Adolf Hitler humanisé, laissant peu de place au contexte historique dans lequel se déroule l'action.

Le cinéma allemand de la fin des années 1970-1980 fut un outil de dissection du passé allemand, tentant de faire sauter le verrou de l'amnésie collective. Loin de ce travail, un film comme *La Chute* ne tente aucune véritable réflexion sur ce passé et saute de plain-pied dans le film de genre. Certes, quelques dialogues y

évoquent la Solution finale, les tentatives de négociation avec Eisenhower, la haine du bolchevisme. En réalité, ces répliques deviennent vite "point de détail" noyé dans un film de guerre à gros budget, dont la vedette joue Hitler dans une intrigue de forteresse assiégée. Ni ces phrases d'illustration historique, ni le catalogue funèbre du générique de fin ne donnent au spectateur le moindre outil de compréhension de ce que fut le système nazi, des actes qu'il accomplit et des effets qu'il produisit.

La Chute raconte l'aventure d'une secrétaire (Traudl Junge) embauchée par Hitler pour travailler dans son bunker et témoin de ses derniers jours. Cette fiction de deux heures trente est suivie d'une caution "documentaire" d'une minute où, dans un entretien, la vraie Traudl, vieillie, fait son mea culpa. La fleur de canons pétarade fort dans *La Chute* et l'artillerie russe s'habille d'effets de lumière très tape-à-l'œil. Si, dans la rue, s'agitent les derniers suppôts du régime occupés à chasser les traîtres et à les pendre, pour le vrai cinéma, il faudra (re)voir Rossellini. Dans Paisa, les combats de rue avaient un sens. La foule n'y était pas constituée de figurants cautions d'ornement, mais existait pour de bon dans une lutte où s'affrontaient fascistes et résistants. Dans Allemagne année zéro, il ne restait plus pour Edmond, l'enfant acculé à tous les trafics et les marchandages dans Berlin en ruines, qu'à faire face au vide et à y sauter quand l'émergence de sa conscience le poussait à regarder l'histoire en face. C'était autre chose que le happy end confondant de niaiserie de *La Chute*, où l'enfant, ange gardien blond, sauve in extremis Traudl et la guide en vélo, heureuse, sourire aux lèvres, sur une route pleine de soleil. Alfred Hitchcock, dans *La Mémoire des camps* (1), en 1945, montre dans son prologue le véritable Hitler brailler devant une foule en délire, qui l'acclame. Ce vacarme terrible précède un monumental

témoignage sans aucune bande-son sur la plus grande réalisation du national-socialisme : les camps de la mort. Seules "parlent" dans ce film des cartes géographiques qui situent avec précision les territoires conquis par le IIIe Reich et la situation des camps. Ce documentaire, très peu connu dans la filmographie du plus grand artiste de fiction criminelle, montre Bergen-Belsen aux premiers jours de sa libération, puis d'autres camps, dont un réservé aux handicapés physiques et mentaux, soumis à l'expérimentation "scientifique" et "médicale". Alfred Hitchcock, par son prologue, a lié Hitler d'une part à la foule qui l'a élu, d'autre part au système politique nazi responsable de la destruction de millions de vies.

Aujourd'hui, les marchands de films nous vendent, dans *La Chute*, un Hitler pour lequel le public peut éprouver de la compassion. Quoi, Hitler, ce petit homme si attentionné avec les femmes, à la main tordue par la maladie, criant ses colères et son mal-être, n'est-il pas un homme ordinaire et pathétique ? Non. Vouloir humaniser Hitler conduit à le dissocier du nazisme. Le fascisme ou le nazisme sont des dangers toujours latents pour l'humanité. Dès qu'il s'agit de Hitler, comment restituer la vérité du nazisme qui s'y attache, son horreur incommensurable ? Et, dans la représentation qu'on en donne, comment faire pour que surgisse dans le public une conscience active qui engage ce même public à rendre impossible le renouvellement d'un tel fait historique ? Comment agir pour révéler une histoire au présent, riche de ses traces de passé ? Dans le cinéma, seul celui qui interroge l'"héritage de ce temps" (2) peut y répondre. ■

1. *La Mémoire des camps*, film supervisé par Alfred Hitchcock, en 1945, ne figure généralement pas dans la filmographie du cinéaste ; rarement projeté, on l'a vu cependant lors de la dernière intégrale de l'œuvre d'Hitchcock à la Cinémathèque française. 2. Lire Héritage de ce temps, E. Bloch, Payot.

Samedi 19 mars, les syndicats européens manifesteront à Bruxelles avec les alterglobalistes européens à l'occasion du sommet européen qui aura lieu quelques jours plus tard dans la capitale afin d'accélérer la politique néolibérale des Etats membres. La Gauche a rencontré Frank Slegers, des Marches européennes contre le chômage, la précarité et l'exclusion sociale, un réseau européen qui organisait des marches européennes de chômeurs dès 1997. PROPOS RECUEILLIS PAR DAVID DESSERS

La LONGE MARCHÉ vers un mouvement SOCIAL EUROPÉEN

Frank Slegers est l'un des fondateurs du Forum Social de Belgique, réseau qui regroupe les deux grands syndicats, quelques ONG et plusieurs mouvements sociaux et groupes d'action qui se situent dans le cadre de l'alterglobalisme. Comme représentant de ce FSB, il participe également au réseau international du Forum Social européen. Le fil rouge de cet engagement: la tentative de construire un mouvement social européen qui pourrait entamer le combat contre la politique néolibérale européenne...

Frank Slegers: Nous constatons que les attaques contre les chômeurs, les retraités, la santé, les services publics, la sécurité sociale, bref les acquis que le mouvement ouvrier a obtenus après la Deuxième guerre mondiale, que ces attaques se font pays après pays. Chaque fois, la résistance se fait également pays par pays. Mais souvent la résistance aboutit à une défaite. Une des raisons en est que, de plus en plus, les rapports de force se jouent et se construisent au niveau européen. La politique est planifiée pour une bonne partie au niveau européen. La seule manière de résister d'une façon efficace et de définir de véritables alternatives est d'articuler la lutte nationale avec une lutte européenne. Cela implique de construire une force dans l'Union européenne qui est capable de résister au néolibéralisme et qui propose des alternatives.

Cette proposition se heurte à différents obstacles. Certains argu-

mentent que la politique sociale est toujours une compétence des Etats membres, la sécurité sociale par exemple. C'est vrai, mais pas tout à fait. Car certaines compétences sont transférées et organisées au niveau européen, comme le cadre financier et économique, la politique budgétaire. Le Pacte de stabilité impose des limitations à chaque Etat membre concernant leur budget. La libre circulation des capitaux fait en sorte que la gestion fiscale est très européenne. De plus, la politique monétaire des Etats membres est



déterminée par la Banque centrale européenne. La concurrence, la politique commerciale, tout cela est déterminé au niveau européen.

Ce cadre économique, fiscal et monétaire européen est un cadre néolibéral. Alors dire que la politique sociale est définie au niveau national devient problématique. Qu'est-ce qu'on peut encore définir au niveau national? Enfin, ils maintiennent consciemment la politique sociale au niveau national car cela implique que la résistance reste dans le cadre

national tandis que le cadre économique et financier s'éloigne au niveau européen. Il faut absolument percer et rompre ce cadre contraignant. Le mouvement social ne peut pas accepter cette situation et doit imposer ses revendications au niveau européen. La résistance au niveau national est aujourd'hui une résistance écartelée si elle n'est pas liée avec une lutte européenne. Aujourd'hui on accumule les défaites.

Il n'y a pas d'accord sur le contenu de "l'Europe sociale". Certains exigent plus de compétences sociales pour l'Europe. D'autres considèrent que ce n'est pas suffisant et exigent des droits sociaux, garantis au niveau européen...

F.S : Pour entamer le débat, il faut commencer à construire un mouvement social au niveau européen. Sinon d'autres détermineront l'agenda. Selon nous, l'enjeu de la manifestation du 19 mars à Bruxelles est là. Nous voulons faire un pas en avant dans la construction d'un mouvement social capable d'agir au niveau européen. Quand pourra-t-on dire que la manif sera un succès ? Eh bien, à partir du moment où tous les gens qui ont manifesté ces dernières années dans les différents pays contre la politique asociale de leurs gouvernements auront le sentiment que la manif du 19 mars élève leur lutte au niveau européen. C'est là, pour nous, l'enjeu du 19 mars.

Quels seront les thèmes les plus importants de la manifestation du 19 mars?

F.S: Au sein du Forum social de

Appel de Bruxelles

Le 19 mars 2005 à Bruxelles

Ensemble pour une autre Europe, sociale, solidaire, égalitaire et pacifique

Belgique, on a réussi à lier la lutte pour une Europe sociale à une vision plus globale pour une autre société. Il y a eu la manifestation contre l'AGCS de février 2003 et la manifestation contre la directive Bolkestein de juin 2004. Ces manifestations faisaient clairement le lien entre la situation des travailleurs en Europe et une vision plus globale sur l'Europe et la société. Nous devrions faire la même chose le 19 mars. La campagne contre la directive de Bolkestein obtient de plus en plus de soutien en Europe. Ce sera donc un thème très important pour le 19.

Nous devons essayer de faire un pas en avant par rapport à la mobilisation exemplaire du 14 décembre 2001 suite au sommet de Laeken. C'est possible aujourd'hui parce qu'on est capable de lier le slogan "pour une autre Europe dans un autre monde" avec des luttes politiques concrètes autour de la directive Bolkestein entre autres. Au même moment, la manifestation du 19 mars restera une manif très diverse et large dans laquelle plusieurs thèmes seront abordés. La mobilisation des jeunes contre le chômage, contre le racisme et pour un enseignement gratuit. Le mouvement de la paix fera une commémoration et une condamnation de la guerre contre l'Irak et la Palestine et contre la militarisation de l'Union européenne. Le thème de la Constitution européenne n'a pas été repris dans l'appel général parce qu'il y a trop de points de vue divergents. Mais il est sûr et certain que des groupes comme Attac ou les Marches européennes exprimeront leurs arguments contre la Constitution européenne.

Le 19 mars sera un test pour voir où on en est dans la construction de cette force de contre-pouvoir européen. Nous devons entamer des luttes politiques concrètes pour vérifier si on est capable d'obtenir des victoires. En même temps, le 19 mars rassemblera des mouvements de différentes origines qui ont tous ensemble une vue très globale sur l'Europe et le monde. ■

En 1997, les travailleurs de Renault organisaient à Bruxelles la première Euromanifestation, pour l'emploi. En décembre 2001, nous avons manifesté pour une autre Europe dans un autre monde. Le 15 février 2003, une manifestation de masse à Bruxelles répondait à l'appel du Forum Social Européen contre la guerre en Irak.

Nous appelons à manifester de nouveau le samedi 19 mars 2005 à Bruxelles, toutes et tous ensemble. En effet, partout en Europe, les attaques se succèdent contre les droits sociaux. Les services publics subissent dérégulations et privatisations... Les citoyens et citoyennes méritent mieux !

Plus que jamais, nous devons agir, pour refuser une Europe égoïste. L'Union européenne collabore à fond à la globalisation néolibérale. Cette globalisation néolibérale est une source de guerres, de catastrophes écologiques et de régression sociale à l'échelle planétaire. Elle nourrit la montée des inégalités, des exclusions et du racisme.

-La "marche des jeunes" pour l'emploi, l'égalité et l'enseignement gratuit revendiquera pour les jeunes des emplois durables et de qualité, et une éducation gratuite dans de meilleures conditions. Ils dénonceront le racisme et les idéologies fascistes.

-Suite au Forum Social Européen de Londres, les mouvements sociaux ont lancé un appel à une manifestation centrale le 19 mars à Bruxelles contre la guerre, le racisme et une Europe néolibérale ; contre les privatisations, le projet de directive Bolkestein et l'augmentation du temps de travail ; pour une Europe des droits et de solidarité entre les peuples.

-Les syndicats européens continueront leur lutte pour une Europe sociale. Ils manifestent pour de meilleurs et plus nombreux emplois. Ils disent oui à des emplois et des services de qualité et rejettent donc la directive Bolkestein de libéralisation des services. Ils disent oui à des droits sociaux fondamentaux afin de renforcer l'Europe sociale. Ils rejettent la proposition de révision de la directive

sur le temps de travail, proposition de la Commission, qui témoigne de l'incapacité de l'Europe de garantir un travail décent à tous et à toutes. La bataille contre la directive Bolkestein, symbole de la transformation de toute la société en marché, est un objectif prioritaire de nous tous et toutes, syndicats, mouvements sociaux et citoyens et ONG.

- Deux années après l'invasion de l'Irak, la lutte contre la guerre garde toute son actualité : occupation illégale de l'Irak, oppression du peuple palestinien,... La lutte pour la paix est indissociable de la lutte pour une autre Europe. Nous refusons la transformation de l'Europe en une grande puissance militaire. La lutte contre les armes de destruction massive, et notamment les armes nucléaires, doit également être menée chez nous en lançant des négociations multilatérales pour un traité mondial sur les armes nucléaires.

Les chefs d'Etat et de gouvernement européens consacreront leur Sommet annuel du printemps à Bruxelles en mars à une évaluation du processus de Lisbonne. Leur objectif est de transformer l'économie européenne en l'économie la plus compétitive du monde, tandis que l'Europe sociale est plus que jamais absente. Nous refusons cette logique de la concurrence éternelle, continent contre continent, pays contre pays, individu contre individu. Nous prôtons un monde où un développement soutenable devient possible grâce à la solidarité et la coopération.

L'Europe ne peut être unifiée contre ses habitant(e)s. Elle sera sociale, solidaire et démocratique, ou elle ne sera pas.

(...)

Voilà pourquoi nous - mouvements sociaux, syndicats et ONG qui collaborons depuis 2002 au sein du Forum Social de Belgique - lançons un appel aux mouvements sociaux et aux syndicats européens à manifester avec nous, massivement, le 19 mars 2005 à Bruxelles, pour nos droits et pour une autre Europe dans un autre monde. ■

L'OIM (organisation internationale pour les migrations) est créée en 1951 sous le nom de comité intergouvernemental pour les migrations en Europe (ICEM). Le nom même de ce comité intergouvernemental est de sinistre mémoire, pour qui sait que son prédécesseur, créé lors de la conférence d'Evian de 1938, a si pieusement échoué à protéger les réfugiés-es juifs-ves européen-ne-s de ce qui allait leur arriver. PAR ERIC MATRIGE

Organisation Internationale pour... lutter contre les Migrant-e-s

Dès sa naissance, cette organisation est pensée comme une contre-agence du HCR (Haut Commissariat aux Réfugiés), créé l'année précédente: alors que l'action du HCR se fonde sur des principes humanitaires, le moteur de l'ICEM se nourrit de considérations économiques. Cette organisation est créée indépendamment de l'ONU et est lancée par quelques pays occidentaux. Dans un premier temps, elle est l'un des instruments pour l'établissement des réfugiés provenant des états signataires du traité du pacte de Varsovie. Dans les années '80, l'ICEM est remodelé et prend le nom d'OIM/OMI.

En 1989, l'OIM connaît une nouvelle redéfinition de ses tâches. Le versant européen est ressuscité et reflète les stratégies européennes en matière de migrations. Des postes avancés visant au contrôle des migrations sont construits aux portes de l'Europe. Dans ces pays d'Europe centrale et orientale, comme en Asie Centrale, l'OIM, et ses nombreuses ramifications, met en place un cordon sanitaire (sic) autour de l'espace Schengen tout en érigeant des dispositifs implacables de contrôle dans les pays d'émigration et de transit.

L'OIM est composée statutairement de 93 états-membres et de dizaines d'états et d'organisations internationales (ONU, OIT, FMI,...) qui ont le statut d'observateurs et en financent l'organisation et les activités. Similaire à ces organisations dans son fonctionnement, l'OIM est chargée de réguler les mouvements des personnes. Elle s'auto proclame "organisa-

tion internationale leader pour les migrations" et se situe dans la droite ligne des visées d'administration "globale" faisant montre d'une réelle capacité d'adaptation aux exigences économiques et sociales de la "mondialisation".

Le budget annuel de l'OIM est estimé à plus ou moins 36 millions de francs suisses, pour ses seules tâches administratives. L'administration est centralisée à Genève. Elle est composée de 19 centres de coordinations (celui pour l'Europe est à Bruxelles), et de plus de 100 bureaux locaux.

En mettant en œuvre son programme d'information sur les migrations, ses bureaux régionaux sont autant de postes avancés d'un "système de prévention des migrations" global, qui renvoie à ses commanditaires toute information concernant les mouvements migratoires. L'OIM exporte le modèle européen du contrôle migratoire aux autres parties du monde.

Ces dernières années, l'OIM est devenue une transnationale fort complexe qui n'agit pas seulement sur les politiques migratoires (conception-réalisation) et les mouvement des personnes (c'est-à-dire le plus souvent leur retour). Elle intervient dans le désarmement des guerres au Kosovo, au Congo et en Angola, dans l'administration civile du Kosovo, pratique les visites médicales imposées aux migrant-e-s avant leur entrée aux USA ou au Canada, gère des fonds de l'indemnisation des victimes non-juives du travail forcé sous le régime nazi, ou encore facilite des accords

pour la venue de travailleurs saisonniers. La nouvelle loi française sur les conditions de séjour de courtes durées pour les non-UE donne pouvoir aux administrations locales ou à l'OIM d'effectuer les contrôles.

De fait, c'est sur le retour des migrant-e-s, souvent non volontaire, que l'OIM se concentre. Par exemple, 75 000 déboutés du droit d'asile ont été reconduits aux frontières de l'Allemagne en 2000. Sous couvert de retour volontaire, c'est bien de froid déplacement qu'il s'agit. Pour cela l'OIM a signé des accords avec pas moins de 80 compagnies aériennes (Air-France, KLM, Lufthansa, ex-Sabena.....)

L'OIM dans tous ses états

L'île de Nauru, située dans l'océan pacifique est un exemple du travail mené par l'OIM. Pour éviter que les que les réfugié-e-s venant surtout d'Afghanistan, d'Iran et Irak ne pénètrent sur son territoire, le gouvernement australien applique une solution "pacifique". Les bateaux de réfugié-e-s sont capturés avant d'atteindre la côte et les personnes sont amenées, souvent par la force, sur l'île de la république de Nauru. L'OIM y a installé et y gère deux camps de rétention pour 1 300 personnes. L'accès à l'île est interdit aux journalistes, avocats et à Amnesty International. Sous le soleil brûlant d'une île polluée par l'exploitation du phosphate, les réfugiés sont enfermés pour une durée indéterminée. En cas de protestation, c'est l'isolement. Un autre camp géré par l'OIM se trouve sur la base militaire de l'île Manus en Papouasie-Nouvelles-Guinée.

Au Kosovo, l'OIM joue un rôle complètement différent. Dans un premier temps, elle est liée au programme de désarmement de l'UCK. Ensuite, elle devient compétente en matière de retour et de réinstallation des réfugiés, fonction qui lui est désormais traditionnelle. En même temps, de nombreux bureaux de l'OIM ouvrent et commencent à travailler comme de véritables agences d'embauche, fournissant ainsi un soutien économique au Kosovo. Parfois ces bureaux organisent le ramassage des ordures, assurent des services de traduction, ou des tâches relevant de l'administration publique. Dans le vide de l'après-guerre, l'OIM s'implante comme substitut étatique.

L'OIM joue un rôle central dans la modification des législations des nouveaux membres de l'UE pour tout ce qui concerne la politique migratoire, en ce compris le contrôle aux frontières.

En France, l'OIM est partenaire privilégiée de l'IHESI, institut spécialisé en sécurité intérieure et vitrine intellectuelle du ministère de l'Intérieur depuis les années '90. Ce couple "migration-sécurité intérieure" en dit long sur l'approche de la France en la matière et sur les politiques qu'elle entend développer... Par exemple, la France a co-organisé un colloque européen en avril 2002 sur la "traite des mineurs non-accompagnés". La conclusion du colloque était claire: plus de répression, plus d'enferme-

L'OIM et les migration des femmes

Les documents de l'OIM relatifs "au trafic des êtres humains" et particulièrement des femmes sont un mélange complexe relevant pour partie d'une perception honnête de ce phénomène concernant l'horreur des enlèvements, des mauvais traitements, de la réduction en esclavage de femmes et d'enfants, et d'autre part un combat général contre toute forme d'immigration.

A titre d'exemple, dans certains pays

de l'ex-bloc de l'Est, des prétendues campagnes d'information sont organisées par l'OIM: à cette occasion, l'OIM tente de montrer aux femmes combien migrer revient à "se jeter dans la gueule du loup". Son intention est d'enraciner des blocages psychologiques vis-à-vis des migrations au cœur même des mentalités pour mieux contrer la volonté de départ des candidat-es.

Bien sûr, il est faux de dire que la majorité des migrantes se destinent au commerce du sexe même si le phénomène existe. De nombreuses études ont montré que les femmes attendent bien plus de la migration: elles veulent avant tout échapper aux



persécutions, violences et discriminations, notamment économiques des structures patriarcales dans lesquelles elles sont maintenues.

Depuis les cinquièmes journées mondiales des femmes organisées par l'ONU à Pékin, il existe toute une rhétorique sur le contrôle spécifique des migrations de femmes. Afin de légitimer et d'accroître le contrôle et la restriction des migrations, l'OIM instrumentalise complètement l'anti-patriarcat et le féminisme.

L'OIM condamnée par des organisations humanitaires

Dans un élan unanime assez remarquable Amnesty International et Human Right Watch se sont élevés contre les pratiques et les politiques mises en œuvre récemment par l'OIM, rejoignant ainsi une motion votée à la conférence du HCR en juin 2001. *"En tant qu'organisations engagées dans la promotion et la protection des droits de l'homme, nous sommes aussi venus à cette rencontre pour exprimer nos inquiétudes quand à l'impact sur les droits humains de certaines opérations de l'OIM. Plus particulièrement, l'OIM travaille en certaines occasions dans un sens nuisible aux droits humains fondamentaux des migrants, réfugiés et demandeurs d'asile, notamment le droit de ne pas subir de détention arbitraire et le droit fondamental de demander l'asile"*.

Et ils ajoutent: *"Nous sommes conscients du fait que l'OIM joue un rôle croissant dans l'accueil, l'assistance et le retour non seulement des migrants, mais aussi des demandeurs d'asile, des réfugiés, des personnes déplacées de force. Etant donné que l'OIM n'a pas de mandat de protection pour son travail avec les réfugiés et les personnes déplacées, AI et HRW recommandent à l'OIM de s'abstenir de prendre une place de premier plan dans des situations qui tombent en bonne logique sous les mandats de protection d'autres organisations internationales comme le HCR"*.

Plusieurs ONG se plaignent du fait que l'OIM ne fait aucun travail effectif avec les personnes de retour dans leur pays d'origine. AI et HRW critiquent les politiques de l'OIM qui permettent la perpétuation de politiques et de pratiques étatiques iniques. AI et HRW invitent l'OIM à ne pas se mettre au service d'états peu soucieux de se conformer à leurs obligations concernant les droits humains. Ils rejoignent ainsi de nombreuses voix qui commencent à exprimer le besoin d'une surveillance plus accrue des activités de l'OIM et appellent à un changement dans ses approches et ses pratiques. ■

Alors que les gouvernements occidentaux, relayés par les médias, se flattent de leur générosité, les pays sinistrés par le Tsunami croulent toujours sous le poids de la dette. L'aide financière que l'Europe et les Etats-Unis leur proposent se chiffre à 340 millions de dollars... La dette des pays touchés par le tsunami s'élève au total à 300 milliards de dollars... La gauche a rencontré Eric Toussaint, président du Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde (CADTM).

PROPOS RECUEILLIS PAR CHRIS DEN HOND

Trouver des solutions structurelles

La Gauche: Vous revendiquez une solution structurelle. Etes-vous contre une aide humanitaire ?

Eric Toussaint: Non bien sûr, il faut une aide humanitaire et d'urgence pour améliorer immédiatement la situation des populations qui ont été directement affectées par le Tsunami. Mais il faut trouver des solutions structurelles -en termes de logements, infrastructures de santé, etc- pour ne pas que le même phénomène ait les mêmes conséquences. Un exemple: quand un ouragan puissant touche les Caraïbes, les habitants de Cuba ou de la Floride sont en général beaucoup moins touchés que ceux de Haïti ou de Saint Domingue. A Cuba et en Floride, il y a des infrastructures solides pour les logements, tandis que les pays avec une faible infrastructure, avec des maisons en planche ou même en carton, comptent beaucoup plus de victimes.

L.G. Certains pays plaident pour un moratoire sur le remboursement de la dette? Ce n'est pas suffisant ?

E.T. Non, le moratoire n'est pas une bonne chose. Il permettrait simplement à un pays endetté de suspendre pendant une période déterminée les remboursements. Ce n'est absolument pas une réduction de la dette. Il y a aussi des conditions; un moratoire implique que le FMI et la Banque Mondiale puissent dicter certaines politiques économiques et sociales aux autorités de ces pays.

D'ailleurs le gouvernement indonésien a déclaré ne pas être intéressé par un moratoire. La Thaïlande et l'Inde ne veulent pas de conditions; ils vont se débrouiller tout seul. Il faut une annulation pure et simple de la dette extérieure publique de ces pays.

L.G. Y a-t-il un lien entre cette catastrophe naturelle et la façon dont l'Homme intervient ?

E.T. Bien sûr. L'ampleur de la catastrophe en termes de nombre de vies perdues est à mettre en rapport avec les infrastructures qui ne sont pas du tout solides. Le système de prévision des catastrophes est aussi plus développé aux Etats-Unis et en Europe que le dispositif mis en place en Asie, excepté au Japon. Dans des pays développés, il y a toute une infrastructure pour apporter une aide immédiate aux victimes. Là-bas, les gens sont restés plusieurs jours sans aide médicale.

L.G. D'après vous, l'annulation de la dette de certains pays, comme l'Egypte ou l'Irak, se fait pour des raisons stratégiques

E.T. Les créanciers, comme le gouvernement des Etats-Unis, octroient des réductions importantes des dettes des pays amis. Lorsque les Etats-Unis ont voulu s'assurer de la participation de l'Egypte à la première guerre du Golfe, on a annulé 50% de la dette égyptienne. Lorsque la Pologne a quitté le pacte de Varsovie pour se rapprocher de l'OTAN, on a annulé la

moitié de sa dette. Un mois avant que les Etats-Unis décident d'attaquer l'Afghanistan, une partie de la dette pakistanaise a été annulée pour que Musharaf prête assistance à l'attaque américaine. Il y a beaucoup plus d'arguments humain pour annuler la dette dans un contexte de guerres d'agression ou de catastrophes naturelles: ces peuples ont assez souffert. Ce sont aussi des raisons stratégiques, mais de stratégie humanitaire au lieu de militaire.

L.G. L'aide promise par l'Europe et les USA ne correspond qu'à un millième de l'ensemble de la dette extérieure des pays sinistrés

E.T. C'est inacceptable. Pour la communauté mondiale, on parle d'une promesse d'aide de deux milliards. Il faut savoir qu'un mois d'occupation de l'Irak coûte aux Etats-Unis quatre milliards de dollars. En un mois, les Etats-Unis dépensent pour leurs troupes d'occupation le double de tout ce qu'on ferait pour toute une région où sont décomptés plus de 150.000 morts. Il y a une grande générosité des citoyens qui donnent de l'argent, mais les Etats ne donnent presque rien. Une solution structurelle signifie rendre leur liberté et leur souveraineté aux pays de cette région pour qu'ils puissent mener la lutte contre la pauvreté, la création d'emploi et de meilleures infrastructures en termes de logements et de soins de santé. ■



Un drame comme RÉVÉLATEUR

Le drame d'ampleur planétaire provoqué par le Tsunami et ses conséquences révèle bien plus de choses que de longs discours sur le système dominant. Une fois de plus (et de trop) il est démontré comment une catastrophe d'origine naturelle peut être démultipliée par les choix économiques basés sur l'économie de marché et le néolibéralisme. Combien

de gens doivent en effet mourir et combien de millions d'autres doivent perdre leur foyer et biens avant de comprendre la folie que suppose de suivre aveuglément les sacro-saintes "lois du marché" ? D'après certains experts, 90 à 95% des plus de 150.000 victimes auraient pu être épargnées si une série de conditions avaient été remplies. Parmi elles, le

fameux système de détection, jugé trop cher alors que son coût ne représente qu'une infime partie des dépenses militaires de la région. Mais aussi la présence des forêts de mangroves et de récifs de corails, qui comptent parmi les plus importants écosystèmes du monde, et qui auraient pu absorber une bonne partie de la force des vagues. Les

APPEL À LA SOLIDARITÉ

de nos camarades du Sri Lanka

නව සමසමාජ පක්ෂය
நவ சமசமாயக் கட்சி
Nava Sama Samaja Party

Comme vous le savez, plus de 25 000 personnes ont été tuées et plus de 2,5 millions ont subi des dommages à cause des vagues meurtrières du tsunami qui a dévasté l'Asie du Sud-Est, en frappant encore plus durement le Sri Lanka.

Nombre de nos camarades, y compris des membres du syndicat qui résident dans les zones côtières du Nord-Est et du Sud-Ouest ont été frappés par la catastrophe, même si le décompte définitif n'est pas connu aujourd'hui. Toutes les infrastructures ont été ravagées. La situation dans les régions du Nord et de l'Est (à majorité tamoule et musulmane) est encore plus terrible et tout est dévasté.

Les personnes vivant dans ces secteurs, qui ont perdu des membres de leur famille et tous leurs biens, ont besoin de votre solidarité et de votre aide. Dans bien des cas, leur famille a été détruite et des centaines de villages ont été emportés par les eaux, l'absence de hauteur n'ayant pas permis de protéger ces zones. Aussi est-il de votre responsabilité

d'aider vos camarades qui en ont un besoin urgent.

Nous avons commencé à collecter des biens de première nécessité et de l'argent pour les aider. En considérant cet intolérable désastre, nous demandons à tous nos camarades et à leurs partis de trouver les moyens d'aider ces populations victimes des destructions.

Dans les pays développés, qui sont concernés par la dette, nous vous demandons de mettre en place une campagne

et de faire pression sur vos gouvernements pour obtenir l'annulation de la dette.

Nous vous demandons de lancer sans délai un appel mondial pour récolter des fonds pour aider les populations en détresse. ■

Le Nava Sama Samaja Party (section de la IVe Internationale au Sri Lanka)
17, Barrak Lane Colombo 02 Sri Lanka
<http://www.nssp.info/>



Le POS lance un appel à la solidarité

L'actualité de ces dernières semaines a été dominée par le Tsunami qui s'est produit dans le sud de l'Asie. Parmi les pays touchés figure le Sri Lanka, l'un des plus pauvres de la région. Notre organisation-soeur au Sri Lanka, le Nava Sama Samaja Party (NSSP), a lancé un appel à l'aide d'urgence.

Dans ce pays, Des milliers de personnes ont trouvé la mort dans ce pays et des millions d'autres ont été touché par la catastrophe et parmi elles, de nombreux camarades du NSSP actifs et actives dans les

syndicats, les mouvements sociaux et les organisations paysannes. ■

Afin de leur venir en aide, le NSSP a lancé un appel international à l'aide financière. En Belgique, le POS a décidé de relayer cet appel. Nous demandons à tous nos lecteurs et lectrices de La Gauche de verser un don, aussi modeste soit-il, sur le compte "Avanti" avec la mention "solidarité Sri Lanka":

001-4012225-90



grandes entreprises d'élevage de langouste et la pêche extensive soutenues par les politiques de la Banque mondiale et du FMI, le développement sans règles de l'industrie du tourisme ensuite, sont directement en cause. A ce jour, l'implantation de telles entreprises ou d'hôtels situés pratiquement au bord de l'eau ont provoqué la disparition de plus de la moitié des forêts de mangroves originelles. En Thaïlande, 65.000 hectares ont été rayés de la carte tandis que l'île de Java en Indonésie a vu 70% de ses mangroves dévastés. Or, au Myanmar et dans les îles Maldives, les victimes ont été beaucoup moins nombreuses qu'ailleurs. Et ce n'est pas un hasard puisque dans ces pays, les forêts de mangroves et les récifs de corail sont bien plus préservés.

Que dire également de la mobilisation des entreprises qui ont fourni

des dons infimes (et souvent récoltés parmi leurs travailleurs!) au regard de leurs bénéfiques et des gouvernements capitalistes qui ont chichement déboursé, non sans calculs géopolitiques. Une "solidarité" qui fait bien pâle figure face à celle des "simples gens", des syndicats ou des associations. Cette dernière fut tellement énorme que, partout, les gouvernements ont dû revoir à la hausse leur "aide" au fur et à mesure que les chiffres des dons des particuliers ne



cessaient de gonfler, illustrant ainsi que la solidarité des peuples est bien plus spontanée et désintéressée que l'égoïsme calculateur des classes dominantes.

Que dire aussi du geste d'un Bush qui, deux jours après la catastrophe promettait sans rire 15 misérables millions de dollars (et... 10.000 dollars de sa poche par la suite). Un chiffre qui s'est ensuite, sous la pression de l'opinion publique, élevé à 350 millions de dollars pour une aide pas totalement désintéressée puisqu'elle permet à la marine et à l'armée US d'assurer une présence dans des zones où elle n'avait pas accès. Et un montant ridiculement obscène face aux besoins et aux dépenses guerrières en Irak. Le journal britannique *The Guardian* a ainsi calculé que l'aide de Washington pour le Tsunami équivaut aux dépenses d'une journée et demi en Irak... ■

Avis sur le TSUNAMI...

Marcelo Colussi

Le récent raz-de marée dans l'Océan Indien a remis en selle le fameux thème des "catastrophes naturelles". Mais la nature est-elle aussi meurtrière ? Un tremblement de terre d'une échelle de 7,4 a frappé la Californie en 1992 et a provoqué un mort. Au Nicaragua, en 1972, un tremblement de terre de même amplitude a causé 15.000 victimes mortelles. L'Ouragan Elena a laissé 5 morts aux Etats-Unis. Un cyclone similaire sur le Bangladesh a causé un demi-million de victimes... Bien plus que la nature, c'est la pauvreté qui tue.

Le tsunami asiatique a tué plus de 150.000 personnes en quelques minutes : la faim (première cause de mortalité dans le monde : un être humain toutes les 7 secondes) ; la diarrhée (seconde cause de mortalité : 11.000 morts par jour à cause de l'absence d'eau potable) ; la violence armée (troisième cause : deux morts par minute) n'entraînent pas la même couverture médiatique ni le même type de show débridé. Mais ces drames produisent bien plus de douleur et bien plus de misère. Jusqu'à

quand allons-nous permettre cela ? ■

(publié sur www.rebellion.org)

Vandana Shiva *

La leçon que nous enseigne le tsunami est qu'un monde organisé autour du marché et du profit, et qui oublie la nature et les gens, est mal préparé pour faire face à de tels désastres. Bien que nous nous trompions nous-même en pensant que nous vivons dans une "ère de l'information" et dans des "économies de la connaissance", les 8,9 degré sur l'échelle de Richter du tremblement de terre n'a pas été communiqué à temps aux pays menacés. Alors que les marchés financiers du monde réagissent instantanément aux secousses économiques et que toute l'économie des technologies de l'information repose sur la communication instantanée, il aura fallu plusieurs jours pour pouvoir établir un bilan des victimes. Le tsunami nous enseigne que nous ne vivons pas dans une ère de l'information basée sur la "connectivité" mais bien sur l'ignorance, l'exclusion et la non-communication. La révolution des nouvelles tech-

nologies n'a été élaborée que pour les marchés en laissant de côté les besoins des gens. ■

* Militante écologiste et féministe indienne

Pierre Rousset *

L'une des principales bases étatsuniennes internationales est située dans l'océan Indien, sur l'île de Diego Garcia. Il est difficile de croire que les services US n'ont pas précocement décelé, à partir de ce site privilégié, l'arrivée du tsunami. Mais l'alerte n'a pas été lancée par les militaires, secret défense oblige. Ce n'est, cette fois encore, qu'une fois le cataclysme passé, que les porte-hélicoptères sont partis en mission d'assistance. Et en mission politique, aussi. Le secrétaire d'État Colin Powell n'en a pas fait mystère : « C'est une occasion pour le monde musulman et le reste du monde de voir la générosité américaine, les valeurs américaines en action. (...) Cela assèche les zones de mécontentement qui peuvent susciter des activités terroristes ». ■

* journaliste à "Rouge", spécialiste de l'Asie

Au terme d'un scrutin rendu singulièrement difficile par l'occupation israélienne des territoires palestiniens, le favori, Mahmoud Abbas, a été élu président de l'Autorité palestinienne. Le score de la gauche n'a pas été pour autant marginalisé. Une première analyse. DE JÉRUSALEM, PAR MICHEL WARSHAWSKI

Présidentielles palestiniennes:

Sacré peuple !

Sacré peuple, que le peuple palestinien : depuis plus de quatre ans, il subit une guerre de pacification brutale et sanguinaire de la part des forces d'occupation israéliennes. En dépit de cette catastrophe, qui n'a rien de naturel, il s'est investi avec énergie, responsabilité, voire souvent avec enthousiasme, dans une campagne électorale qui va durer encore près de six mois.

Le mois dernier, un taux de participation de plus de 80 % aux élections municipales partielles, et cette semaine près de 70 % des inscrits ont participé au scrutin. Puis, ce sera la seconde tranche des élections municipales pour terminer par les élections au Conseil législatif, clé de voûte de la démocratie palestinienne. Ces chiffres n'ont rien d'évident. On connaît les difficultés extrêmes de mouvement, imposées par le bouclage israélien à l'ensemble de la population palestinienne.

Deux hypothèses couramment véhiculées par certains médias s'écroulent : quatre ans de destruction et de répression n'ont pas détruit la capacité de résistance des Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza, loin de là. N'en déplaise à tous ceux qui parlaient de dictature imposée au peuple, nous sommes témoins de la solidité et de la légitimité des institutions et des mécanismes démocratiques institués

par Yasser Arafat, lorsque ce dernier disposait encore d'une autonomie relative. Les fauteurs de chaos et leurs



Michel Warschawski

porte-parole ont clairement échoué... Comme on pouvait s'y attendre, Mahmoud Abbas, numéro deux de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) avant la mort de Yasser Arafat, a été élu avec une majorité substantielle : près des deux tiers des votants.

Après le retrait de la candidature de Marwan Barghouti, dirigeant politico-militaire très populaire, secrétaire général du Fatah de Cisjordanie, condamné à la prison à vie par les autorités d'occupation israéliennes, Mahmoud Abbas (Abou Mazen) avait le soutien de l'ensemble du mouvement Fatah. La principale force d'op-

position, le Hamas, avait appelé au boycott, sans pour autant mener une campagne active pour que la population n'aille pas voter.

La grande surprise est le score impressionnant du docteur Mustafa Barghouti (près de 20 % des suffrages), sur un programme de réformes démocratiques et de participation populaire à la lutte nationale. Le docteur Barghouti est l'ancien secrétaire général du Parti du peuple palestinien (ex-Parti communiste) et le fondateur d'une des plus grandes organisations non gouvernementales de Palestine, le Secours médical. C'est une jeune personnalité d'une grande droiture qui, en outre, avait le soutien du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) et du docteur Abdel Shafi, personnalité emblématique du mouvement national dans l'ensemble des territoires occupés et au-delà.

Si l'on ajoute les voix obtenues par les candidats du Front démocratique de libération du peuple (FDLP) et du Parti du peuple, la gauche démocratique a recueilli, dans ces élections, plus d'un quart des voix. Ce qui peut peser dans l'avenir, à condition toutefois que cette gauche arrive à trouver les voies de l'unité. Une fois de plus, les médias internationaux manipulent un événement significatif pour des centaines de milliers de Palestiniens... ■



La lutte pour un seul Etat ne doit jamais CESSER

Ahmet Saadat, secrétaire général du FPLP, est détenu dans une prison palestinienne près de Jéricho, avec les trois membres du commando qui ont exécuté, en octobre 2001, le ministre du tourisme d'extrême droite Zeevi en réponse à l'assassinat par les Israéliens d'Abu Ali Mustafa, dirigeant du FPLP. Tout comme le simulacre de procès qui s'était déroulé en avril 2002 à l'intérieur de la Mouqata assiégée pour se plier aux exigences de Sharon, leurs conditions de détention sont ubuesques. Ils sont gardés par des Palestiniens, mais surveillés depuis les toits et écoutés en permanence par des soldats américains et britanniques, dans des locaux truffés de micros et de systèmes de brouillage des communications, le tout au nom de leur "protection". Le dernier jour de l'année 2004, nous avons rencontré Saadat et ses camarades dans leur prison.

PROPOS RECUEILLIS À JERICHO, PALESTINE, PAR MIREILLE TERRIN ET CHRIS DEN HOND, LE 31 DÉCEMBRE 2004

La Haute cour palestinienne a ordonné votre remise en liberté il y a plusieurs mois. Pourquoi êtes vous toujours en prison ?

Ahmet Saadat: Ce n'est pas la première fois qu'une décision de la Haute cour n'est pas appliquée ; il y a des dizaines d'autres décisions qui n'ont jamais été appliquées. Une partie des obligations "sécuritaires" de l'Autorité palestinienne est de se plier aux exigences des Américains et des Israéliens. C'est pour cela que nous restons ici, détenus en otages, comme gages de la bonne volonté de l'Autorité palestinienne.

Yasser Arafat était décrit par les Israéliens et les Américains comme un "obstacle à la paix". Sa disparition va-t-elle changer quelque chose ?

A.S. Il faut d'abord définir ce qu'est un obstacle. Pour Israël, tout dirigeant palestinien qui n'accepte pas l'intégralité de ses exigences est un obstacle. Si Abu Mazen et le prochain gouvernement défendent les droits fondamentaux des Palestiniens, ils seront eux aussi considérés comme des obstacles.

D'ailleurs Olmert vient de déclarer qu'il serait impossible de signer un accord de paix avec Abu Mazen à cause de son soutien à la revendication du droit au retour des réfugiés!

Le FPLP ne présente pas de candidat aux élections du 9 janvier, alors que le PPP (Parti du Peuple Palestinien, ex Parti communiste palestinien) et le FDLP (Front Démocratique de Libération du Peuple) ont chacun leur candidat. Etais-il impossible de présenter une candidature unique de la gauche ?

A.S. Il est déjà inacceptable de participer à des élections sous l'occupation. Nous pensons en plus que ces élections auraient dû être globales, avec le renouvellement de toutes les institutions de l'Autorité palestinienne, le Conseil législatif palestinien, les municipalités. Ces élections auraient aussi dû être un moyen de lutter contre l'occupation, un mécanisme pour le droit à l'auto-détermination. Nous avons quand même essayé d'initier une candidature commune de la gauche. Nous avons eu des rencontres avec d'autres groupes, avec le PPP, avec le FDLP et même avec la FIDAH, dont une partie soutient les accords de Genève.

Nous avons entrepris les discussions autour d'un programme, ce qui était le principal enjeu pour nous, plus que les questions de personne. Nous voulions un programme qui soit réellement de gauche. Nous avions des divergences avec le FDLP, qui inclut la "Feuille de route" dans son

programme, et le PPP qui accepte les principes de "l'initiative arabe" sur le droit au retour des réfugiés, une conception qui détruit le principe même du droit au retour puisqu'elle introduit des quotas et qu'elle donne à Israël le pouvoir d'accepter ou non le retour des réfugiés. Malgré ces divergences, nous avons continué les discussions. Et puis nous avons eu la désagréable surprise d'apprendre que le PPP et le FDLP avaient déjà désigné leur candidat, Bassam Sahali pour le PPP et Tayser Khaled pour le FDLP.

Pensez-vous que l'option des deux états soit viable ?

A.S. C'est un point de départ qui créera le climat nécessaire à une solution pacifique. Bien sûr, la lutte pour un seul état, démocratique, sans aucune forme de discrimination ethnique ou religieuse ne doit jamais cesser, car c'est la seule solution possible pour résoudre les problèmes, celui des Palestiniens de 48 et celui du droit au retour.

Dans ce combat, nous avons besoin de la solidarité internationale et de l'unité de ceux qui se battent à nos côtés. En tant que Palestiniens et aussi en tant que FPLP, nous sommes fiers de toutes ces actions de solidarité avec le peuple palestinien. ■

Fadwa Barghouti, avocate et compagne de Marwan Barghouti, dirigeant de la deuxième Intifada, nous explique les raisons pour lesquelles Marwan s'était présenté et ensuite retiré de la course à la présidence palestinienne. Cet entretien s'est effectué dans les bureaux de "Free Marwan Barghouti campaign", à deux pas de la Mouqata à Ramallah.
PROPOS RECUEILLIS PAR CHRIS DEN HOND ET MIREILLE COURT LE 30 DÉCEMBRE 2004



"MAHMOUD ABBAS sera vite bloqué"

Fadwa Barghouti: Il y a eu beaucoup d'ingérence dans nos élections de la part des Américains, des Etats arabes, des Etats européens, d'Israël: tous ont fait des déclarations en faveur d'un candidat et contre un autre. Tony Blair a annoncé une conférence de paix, mais seulement si Abou Mazen gagne les élections. Il est clair qu'ils mettent les Palestiniens sous pression. Colin Powell a fait une déclaration dégoûtante quand Marwan était candidat aux élections.

Pas mal de gens étaient déçus quand Marwan s'est retiré de la course électorale. Même au nom de l'unité de Fatah. N'est-il pas temps d'avoir une clarification politique au sein de Fatah en remerciant la vieille génération pour les services rendus et en laissant des opportunités à la nouvelle génération ?

F. B. Quand Marwan était candidat pour les élections, il a ouvert la discussion sur la démocratie au sein du Fatah. Le choix pour Abbas ne s'est pas fait d'une façon démocratique ; c'est le comité central du Fatah qui a fait ce choix. Seulement 16 personnes. Il n'y a pas eu des élections primaires au sein du Fatah pour désigner un candidat. En se posant candidat, Marwan a stimulé la discussion sur la démocratie au sein du Fatah et la façon dont Mahmoud Abbas a été désigné. Marwan a toujours œuvré pour la démocratie au sein du Fatah et il considère que si le Fatah, le parti le plus fort en Palestine, veut gérer la société pale-



stinienne d'une façon démocratique, le Fatah lui-même doit se convertir en un parti démocratique. Pendant ces élections, Marwan a voulu dire: "Vous avez ignoré les bases du Fatah. Vous n'avez pas consulté la base". Nous croyons que la jeune génération a parlé pour la première fois. La démocratisation du Fatah est devenue un sujet de discussion important: à quel niveau la démocratie devrait être appliquée et la vieille génération remplacée par la nouvelle. En devenant candidat, c'est Marwan qui a ouvert cette discussion.

Beaucoup de médias et politiciens occidentaux ont déclaré que la mort d'Arafat est une chance pour la paix, comme si Arafat était un obstacle à la paix.

F. B. C'était l'une des raisons principales pour lesquelles Marwan a décidé de se porter candidat pour les élections. Il sentait que certains pays occidentaux, comme des pays de la région et Israël parlaient d'un ton enthousiaste de la mort d'Arafat, en considérant l'époque d'Arafat comme une époque de terrorisme et en prédisant qu'une nouvelle ère s'ouvrira maintenant.

Cela enrageait beaucoup Marwan, parce que condamner Yasser Arafat, c'est condamner toute la lutte palestinienne, donc aussi l'Intifada palestinienne. En même temps, ils embrassaient Sharon en oubliant sa responsabilité dans l'occupation. Marwan voulait mettre l'accent sur l'époque d'Arafat; c'est une époque envers laquelle nous sommes fiers en tant que Palestiniens et que nous voulons perpétuer.

A quoi doit s'attendre Mahmoud Abbas après sa victoire ?

F.B. Il y a beaucoup de défis pour Abbas dans la prochaine période. Le premier est d'élargir la démocratie et d'arrêter la corruption comme, évidemment, l'occupation israélienne. Les Israéliens sont toujours dans la même position. Sur le terrain, rien n'a changé. Yasser Arafat est mort, maintenant il y a des élections, mais du côté israélien rien n'a changé. Alors pourquoi tout le monde s'exalte soudain pour la paix ? Rien n'a changé dans la mentalité des occupants israéliens. Le deuxième défi concerne la communauté internationale. Ceux qui essaient de voir la nouvelle époque comme une nouvelle époque de paix, comme si Sharon avait aussi changé, n'ont rien compris.

C'est la responsabilité de la communauté internationale de réellement jouer son rôle, en augmentant la pression sur Israël, pas sur les Palestiniens. Les Palestiniens ont fait de leur mieux en organisant des élections d'une façon démocratique. Nous sommes disposés à renouveler les négociations et le processus de paix, mais c'est aux Israéliens de donner maintenant quelque chose de substantiel aux Palestiniens. Ca c'est le vrai défi pour Mahmoud Abbas.

Je suis optimiste. Les Palestiniens gagneront finalement parce que nous nous battons pour nos droits élémentaires. Mais, à court terme, je suis pessimiste. Les Israéliens et la société palestinienne demandent à Mahmoud Abbas beaucoup de choses qu'il ne pourra pas accomplir. Il sera vite bloqué et ce sera à la communauté internationale de l'aider en augmentant la pression sur Israël. ■

Les élections en Irak du 30 janvier ne marquent certainement pas " l'avènement d'une société démocratique " rendue possible grâce à la guerre et à l'occupation du pays par les Etats-Unis. Malgré les beaux discours de Washington et les reportages tronqués des médias privés, les résultats des élections risquent au contraire de plonger l'Irak dans un processus de guerre civile ouverte et de partition du pays, ce que semble souhaiter l'impérialisme états-uniens afin de maintenir sa présence et son contrôle. PAR ATAULFO RIERA

Elections à HAUTS RISQUES

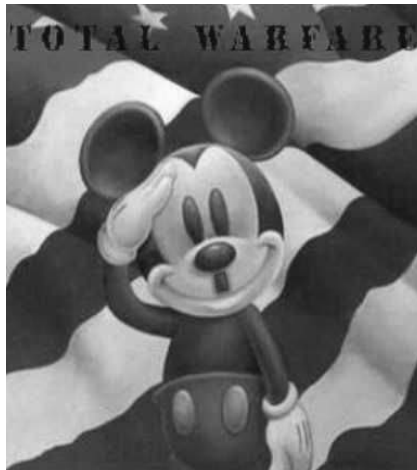
Il est pour le moins étrange de voir l'Administration Bush se gargariser pour la tenue d'élections qu'elle n'a eu de cesse de repousser depuis l'occupation de l'Irak en 2003. Et de la voir glorifier un "processus démocratique" alors que le principal soutien de l'impérialisme états-unien dans la région est constitué de démocraties aussi honorables que l'Arabie Saoudite, l'Egypte ou la Jordanie. Généralement, les Etats-Unis n'appuient un processus électoral que lorsque ses partisans ont une bonne chance de remporter la victoire. Ou lorsque le résultat électoral peut déclencher une déstabilisation accrue du pays...

Pour rappel, la sanglante répression exercée par les troupes occupantes contre les mouvements de masse chi'ites du début de l'année 2004 étaient précisément destinées à étouffer la revendication de la tenue d'élections libres et démocratiques. A l'époque, la carte "démocratique" n'était pas la priorité de l'impérialisme qui préférait s'appuyer sur le pro-consul Bremer et des autorités irakiennes directement désignées par lui. Par crainte de voir une alliance durable entre la résistance armée majoritairement sunnite et les protestations de masse chi'ites, Washington a finalement dû céder. Afin de sauver la face, l'ONU a été provisoirement remise en selle, une parodie de "transfert de pouvoir" fut réalisée en juin 2004 et un calendrier électoral fixé.

Diviser pour régner

A partir de ce moment, pour une bonne partie de la résistance majoritairement sunnite, le but de ses attaques est de rendre totalement illégitimes les élections du 30 janvi-

er. Ce qui sera certainement le cas dans un pays où des provinces et des villes entières sont le théâtre d'affrontement armés de grande ampleur. Dans un tel contexte, encore avivé par les interventions criminelles des troupes US contre Falloujah et Nadjaf, le maintien coûte que coûte du calendrier électoral par les Etats-Unis est plus que suspect. En effet, il ne s'agit pas seulement d'une question de prestige, il semble bien que



Washington table sur une victoire écrasante des chi'ites afin de provoquer des conflits inter-communautaires et inter-ethniques.

Sous la pression de la résistance, mais aussi du fait du mode de contrôle électoral par les Etats-Unis, la quasi-totalité des forces politiques sunnites reconnues par les occupants se sont retirées du processus électoral. Les chi'ites, quant à eux, ont constitué une force électorale importante. Le résultat sera clair : une large majorité des électeurs sunnites vont, par crainte ou par conviction, boycotter ces élections tandis que l'électorat chi'ite votera en masse, donnant ainsi à ses candidats une sur-représentation politique hégé-

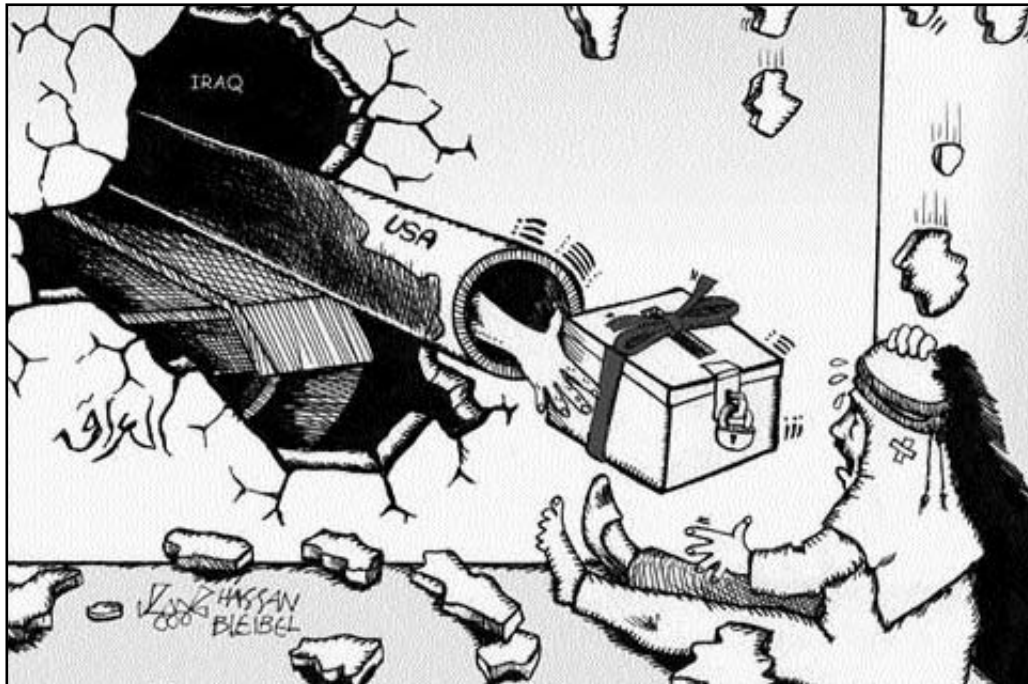
monique qui avivera le ressentiment communautaire. De plus, la majorité des forces chi'ites sont pro-iraniennes, ce qui donnera un argument supplémentaire au maintien des troupes US contre la " mainmise " iranienne sur l'Irak.

Remobiliser le mouvement anti-guerre

Washington semble donc décidée à jouer la carte de la guerre civile et de la partition du pays afin de mieux justifier le maintien de ses troupes et le pillage colonial des ressources pétrolières. Une option présente depuis le début et soutenue ardemment par les néo-conservateurs à la Wolfowitz et par Israël mais qui risque de se concrétiser dans le moyen terme. Une partition qui est d'ailleurs en partie réalisée au travers de la quasi-autonomie dont jouit la partie majoritairement kurde du pays.

Face à un tel projet, l'absence d'un front uni inter-confessionnel et inter-ethnique de la part de la résistance est un sérieux handicap. Certaines actions terroristes imputées à la résistance islamique radicale entrent d'ailleurs étrangement en écho avec la volonté de l'impérialisme de diviser le peuple irakien. Une claire distinction entre ces dernières et les actions - armées ou non - légitimes de la résistance à l'occupant est donc nécessaire.

Quant au mouvement anti-guerre, son plus grand défi est de mettre à mal ces visées états-uniennes, notamment en mobilisant massivement les 21-22 février contre la venue de Bush en Belgique et pour la manifestation européenne du 19 mars à Bruxelles à l'occasion du second anniversaire du déclenchement de la guerre en Irak. ■



“Le cadeau des Etats-Unis au peuple irakien”. Dessin de Hassan Bleibel (Al-Mustaqbal) <http://www.nodo50.org/csc>



Bouquinages

“Rassembler les résistances. La Rose et le réséda”. Textes rassemblés par Nadine Rosa-Rosso, **Contradictions n°108, 164 pages, 12 euros.** Ce numéro de Contradictions réunit des contributions d'une vingtaine d'auteurs bien différents. Certains n'ont jamais écrit d'articles pour une revue, pour d'autres au contraire, c'est une occupation professionnelle. Certains travaillent en usine, d'autres à l'université, d'autres encore sont sans emploi (...). Tous, à leur manière, d'une façon ou d'une autre, sont en opposition avec le nouvel ordre mondial, venu d'Outre-Atlantique comme un cyclone dévastateur. (...) Ce qui est passionnant à découvrir, au fil de la lecture, c'est au contraire la convergence de pensées qui apparaît. Cette convergence renforce la conviction optimiste qu'il est non seulement nécessaire, mais aussi parfaitement possible de rassembler les résistances. (Extraits de l'Introduction par Nadine Rosa-Rosso.

Au sommaire: Génération précaire (Manon Gary) / Essai de mémoire (Jacques Brouckaert) / Auschwitz nous parle d'aujourd'hui: regard de syndicaliste (Baudouin Ferrant) / Oser parler! (Raf Verbeke) / Syndicalisme et mandat communal - Mon expérience de la démocratie participative (Freddy Dewille) / Combat antiraciste, passe obligé pour la lutte sociale? (l'expérience de Clabecq) (Fabian Defraîne)



/ La lutte des réfugiés Afghans: une expulsion collective entravée (T.Wibault, G.Van Meulder, D. Liebmann) / La liste Resist en discussion (Luk Vervaeke) / Pour une Flandre radicalement antiraciste (K.Arnaut, S.Bracke, B.Ceuppens, N. Fadil, M. Kanmaz) / Pour en finir avec le mystère du Blok (B. Ceuppens, K. Arnaut) / Nettoyage ethnique au Kosovo: un voyage pour rompre cinq ans de silence (Georges Berghezian) / Comment sortir du piège sécuritaire? (Loïc Wacquant) / Comment ça va dans les prisons? Civilisation ou barbarie? (Daniel Demey) / Le théâtre, fenêtre ouverte sur le monde (Be, Hamidou) / Buyens, lutter contre l'oubli (Martial Demunter) / Pour un renouveau de l'écriture prolétarienne (Gérard de Séllys).

Pour toute commande (ou pour organiser une soirée-débat autour de l'ouvrage); contactez:

Nadine Rosa-Rosso
Rue Van Artevelde 143/3, 1000 Bruxelles
E-mail: rosa-rosso@coditel.net
Tél: 0484.597.802

La Fable de l'Homme en Ballon...

Un homme en ballon dirigeable s'est égaré. Il perd de l'altitude et aperçoit une femme au sol.

Il descend et lui crie:

- Excusez-moi, pourriez-vous m'aider? J'ai promis à un ami de le rejoindre d'ici une heure et je ne sais pas où je me trouve.

La femme au sol lui répond:

-Vous êtes dans un ballon à environ 10 mètres au-dessus du sol. Vous vous trouvez entre 40 et 41 degrés de latitude Nord et entre 59 et 60 degrés de longitude Ouest.

-Vous devez être ingénieur, dit l'homme.

- C'est vrai, répond la femme, comment le savez-vous ?

- Eh bien, dit l'homme, tout ce que vous m'avez dit est techniquement correct, mais je n'ai aucune idée de ce que je dois faire de vos informations, et le fait est que je ne sais toujours pas où je suis. En toute franchise, vous ne m'avez pas beaucoup aidé. Vous avez tout au plus retardé mon voyage.

- Et vous, vous devez être patron, répond la femme.

- C'est vrai répond l'homme, mais comment le savez-vous?

- Eh bien, dit la femme, vous ne savez ni où vous êtes, ni où vous allez. C'est une grande masse d'air qui vous a placé dans votre position actuelle. Vous avez fait une promesse sans avoir aucune idée de comment vous alliez pouvoir la tenir, et vous attendez que des gens situés en dessous de vous résolvent vos problèmes. Le fait est que vous êtes exactement dans la même situation qu'avant notre rencontre sauf que maintenant, c'est de ma faute... ■



Commandez le numéro 1 des Cahiers de La Gauche

Un premier numéro hors-série de La Gauche consacré à Lénine...

Au sommaire:

Lénine ou la politique du temps brisé, par Daniel Bensaïd

Daniel Bensaïd et le léninisme, par Samy Joshua

Oublier Lénine? par Roland Lew

Welcome Lénine, par Carlos Sevilla

Le périmètre de la pensée révolutionnaire chez Lénine, par François Vercammen

Biographies, par Pips Patroons

Hors-Champs Poétiques, par Serge Noël et E.

Prix: 2 euros, 32 pages, à commander à La Gauche, lagauche@sap-pos.org, compte Avanti: 001-4012225-90, mention "hors-série 1"

sommaire

ALTERNATIVES

■ **Précarité. le nouvel esclavage** 2

EDITO

■ **Accord interprofessionnel: 0/10** 3

ECO-LOGIQUE

■ **Dossier Tsunami. L'avertissement...** 4

REB'ELLES

■ **En avant pour le genre humain** 5

ÇA SE PASSE PRÈS DE CHEZ VOUS

■ **Cali l'imparfait** 6

■ **De plates excuses** 7

■ **Affaire STIB vs CST...** 7

ECONOMIE

■ **Tournant néolibéral** 8

SOCIAL

■ **Pré-pensions. Retour aux sources** 9

■ **AGC. Combats croisés...** 10

■ **AGC. Que le politique se mouille** 13

DÉBATS

■ **Autour du film "La chute"** 14

PLANÈTE SANS VISA

■ **L'OIM lutte contre les migrants...** 16

MOUVEMENTS

■ **19 mars. l'appel de Bruxelles** 18

INTERNATIONAL

■ **Dossier Tsunami. La dette...** 20

■ **Dossier Tsunami. Solidarité...** 21

■ **Palestine. Présidentielles...** 23

■ **Palestine. Interview d'Ahmet Saadat** 24

■ **Palestine. Interview de Fadwa Barghouti** 25

■ **Irak. Elections à hauts risques** 26

ARRÊT SUR IMAGE 27

BOUQUINAGES 27

Si le monde d'aujourd'hui nécessite - plus que jamais selon nous - un engagement conscient afin de le transformer radicalement, nous ne prétendons nullement détenir toutes les réponses. Contribuer, avec d'autres, à "Comprendre le monde pour le changer" comme l'exprime la devise de notre journal depuis de nombreuses années, tel est notre souhait le plus ardent.

■ **OUVERTURE. la gauche** donne la parole aux progressistes. Des militant/es de plusieurs horizons participent à l'élaboration de la gauche, au niveau du comité de rédaction, comme au niveau de l'écriture. Une façon de contribuer à une dynamique de convergence des gauches...

■ **DÉBAT. Le débat au centre... de la gauche.** Tous les mois, le journal consacre ses pages centrales à un débat d'actualité, issu des réflexions qui circulent à travers les mouvements progressistes.

■ **ANALYSE MARXISTE.** Depuis près d'un demi siècle, **la gauche** est un outil de réflexion militante résolument ancré dans une perspective anti-capitaliste. Notre journal se veut également un outil et un allié au service des luttes sociales, féministes, écologistes et internationalistes. **la gauche** est éditée par le Parti Ouvrier Socialiste et présente, entre autres, les analyses et les points de vues de ce dernier.

■ ... et des **SUPPLÉMENTS.** Ponctuellement, **la gauche** s'accompagne d'un supplément, consacré à un thème d'actualité ou d'ordre plus théorique. Histoire de creuser encore un peu plus certains sujets.